

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2497

9 octobre 2013

SOMMAIRE

AA Rotator	119814	Crèche Les Petits Lions S.à r.l.	119853
Algenib Holding S.A.	119851	Croatia Development JV (Lux) S.A.	119854
Allianz Institutional Investors Series	119812	Danube Capital SA	119854
Anatevka	119811	Danube Management Sàrl	119854
Anatevka	119811	Deka-Immobilien Premiumplus	119813
Apace Media plc	119851	DiezTres13ink S.à r.l.	119855
beta3	119815	DMA Service Toiture S.à r.l.	119855
Biovie-Equilibre S.à r.l.	119851	Dominion Luxembourg S.A.	119855
Bronte Financière S.C.	119856	Flaugust S.A.	119810
Calumite S.A.	119852	FRI Managers Fund S.à r.l.	119848
CapMan Public Market Investment S.à r.l.	119849	Jadedream & Cie S.C.A.	119810
CELSIUS EUROPEAN Lux 2 S.à r.l.	119853	Knight rider S.à r.l.	119817
Centre Equestre Lippert s.à r.l.	119852	NXMH SARL B.V.	119832
Clapham Luxembourg Holding S.à r.l. ..	119851	OHI Finance SPV II S.A.	119848
Clapham Luxembourg Holding S.à r.l. ..	119855	OHI Finance SPV II S.A.	119814
CNA Lux S.à r.l.	119853	Platinum Transport s.à r.l.	119815
Coiffure et Beauté Sàrl	119852	Red & Black Lux S.à r.l.	119845
Comfilux S.A.	119852	Saluki S.A.	119849
Compagnie Financière du Haut-Rhin S.A.	119852	Somerset Invest S.A.	119856
Compass Rose S.A.	119853	Thibarin Invest S.A.	119810
Comptoir du Pneu s.à r.l.	119853	Unica Holding S.A.	119849
Computacenter PSF S.A.	119850	Unifrax Luxembourg II S.à r.l.	119849
Content Ventures Limited	119851	UnitedHealthcare International III	119849
Corporate Credit (Europe) S.A.	119851	VCapital S.C.A., SICAR	119850
CPP Investment Board European Holdings S.à r.l.	119854	V&D Invest S.A.	119850
CPP Investment Board Odin Holdings, S.à r.l.	119854	Venus Finance S.à r.l.	119850
Crèche bei den Deckelsmouken s.à r.l. ..	119855	Vip Domotec La Boutique	119813
		Vip La Boutique	119813
		Wendilo Investments S.à r.l.	119813
		You Want Some Capital S.A.	119850

Jadedream & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 168.114.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 25 octobre 2013 à 11.00 heures au siège social 15, boulevard Roosevelt, L-2450 LUXEMBOURG.

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
2. Affectation du résultat de l'exercice 2012;
3. Décharge au gérant et aux membres du conseil de surveillance pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2012;
4. Décharge au gérant et aux membres du conseil de surveillance pour la non-tenue de l'assemblée générale ordinaire à la date statutaire.

Conformément à l'article 23 des statuts, les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire, actionnaire ou non.

L'associé commandité.

Référence de publication: 2013140230/687/20.

Thibarin Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 146.202.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 17 octobre 2013 à 16.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013131790/696/15.

Flaugh S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 132.854.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le 18 octobre 2013, à 10 heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapport du Conseil d'Administration et, du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat
- Questions diverses

A l'issue de cette assemblée se tiendra une Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de se prononcer sur la dissolution ou non de la société conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 modifiée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013131781/19.

Anatevka, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 95.132.

Mesdames et Messieurs les obligataires sont invités par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE

des obligataires qui se tiendra par-devant notaire le *18 octobre 2013* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Ajout d'un alinéa à l'article 4 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante "La Société pourra développer une activité de banque d'affaires et d'intermédiation financière à destination des entreprises, des états et des personnes physiques. La société pourra offrir des conseils stratégiques, financiers et juridiques afin d'accompagner le développement international de ses clients et assurer le montage d'opérations telles que: acquisition et cession d'entreprises ou d'activité, fusion, augmentation de capital, offre publique d'achat, offre publique d'échange, introduction en bourse, besoin en financement, restructuration de dette."
- Modification de la dénomination sociale de la Société et refonte complète des statuts afin de faciliter la gestion de la Société; et
- Divers.

L'Assemblée ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins des titres en circulation est représentée; au cas où cette condition ne serait pas remplie, une seconde Assemblée sera convoquée et délibérera sans condition de quorum. Les décisions seront prises à la majorité des deux-tiers des voix exprimées. Le droit de vote attaché aux obligations est proportionnel à la quotité du montant de l'emprunt qu'elles représentent; chaque obligation donnant droit à une voix au moins. Les obligataires désireux de se faire représenter sont priés de compléter et signer la procuration disponible sur demande et de la retourner au siège social de la Société avant le 17 octobre 2013.

Le texte complet des statuts modifiés sera disponible au siège social 15 jours avant la date de l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration de la Société.

Référence de publication: 2013135134/28.

Anatevka, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 95.132.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités par le présent avis aux

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

de la Société qui auront lieu le *18 octobre 2013* au siège social.

L'Assemblée Générale Extraordinaire se tiendra par devant notaire à 14h30 heures et aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- Renonciation au droit de souscription préférentiel par les actionnaires en ce qui concerne les nouvelles actions de la Société à émettre;
- Augmentation du capital souscrit de la Société d'un montant maximal de EUR 500.000.- par l'émission d'un nombre maximal de 500.000.- nouvelles actions de la Société sans valeur nominale;
- Souscription et paiement des nouvelles actions qui doivent être émises par la Société par un apport en nature;
- Modification subséquente des statuts quant à la mention du capital social;
- Ajout d'un alinéa à l'article 4 des statuts relatif à l'objet social de la Société qui aura la teneur suivante "La Société pourra développer une activité de banque d'affaires et d'intermédiation financière à destination des entreprises, des états et des personnes physiques. La société pourra offrir des conseils stratégiques, financiers et juridiques afin d'accompagner le développement international de ses clients et assurer le montage d'opérations telles que : acquisition et cession d'entreprises ou d'activité, fusion, augmentation de capital, offre publique d'achat, offre publique d'échange, introduction en bourse, besoin en financement, restructuration de dette."
- Modification de la dénomination sociale de la Société et refonte complète des statuts afin de faciliter la gestion de la Société; et
- Divers.

Les décisions concernant l'ordre du jour requièrent un quorum représentant au moins la moitié du capital social; au cas où cette condition ne serait pas remplie, une seconde Assemblée sera convoquée et délibérera sans condition de quorum. Les décisions seront prises à la majorité des deux-tiers des voix exprimées. Chaque action donne droit à un vote. Les actionnaires désireux de se faire représenter sont priés de compléter et signer la procuration disponible sur demande et de la retourner au siège social de la société avant le 17 octobre 2013.

119812

Le texte complet des statuts modifiés sera disponible au siège social 15 jours avant la date de l'Assemblée.

L'Assemblée Générale Annuelle d'approbation des comptes pour l'exercice comptable clos au 31 décembre 2012 se tiendra à 16h et aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- Compte rendu des opérations dans lesquelles des administrateurs ont eu un intérêt opposé à celui de la Société;
- Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du réviseur d'entreprise pour l'exercice clos au 31 décembre 2012;
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat, continuation ou dissolution de la société;
- Décharge au Conseil d'Administration et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats respectifs;
- Approbation des tantièmes et autres rémunérations directes et indirectes versées au Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2012;
- Approbation des montants perçus par M. Thierry Leyne au titre des services rendus à la Société au cours de l'exercice 2012 et approbation de sa rémunération pour l'exercice 2013;
- Nomination de nouveaux administrateurs; et
- Divers.

Les décisions concernant l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum et seront prises à la majorité simple des voix exprimées à l'exception de la décision figurant au point 3 qui nécessite un quorum représentant au moins la moitié du capital social et qui sera prise à la majorité des deux-tiers des voix exprimées. Chaque action donne droit à un vote. Les actionnaires désireux de se faire représenter sont priés de compléter et signer la procuration disponible sur demande et de la retourner au siège social de la société avant le 17 octobre 2013.

La documentation relative à la clôture des comptes sera disponible au siège social 15 jours avant la date de l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration de la Société.

Référence de publication: 2013135135/54.

Allianz Institutional Investors Series, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 159.495.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

the "Meeting") of Shareholders of Allianz Institutional Investors Series (the "Company") will be held at the Registered Office of the Company at 6A, route de Trèves, 2633 Senningerberg, Luxembourg, on 18 October 2013 at 15.00 CEST for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Acceptance of the report of the Board of Directors and the report of the independent Auditors and to approve the financial statements as well as the use of income (if any) for the accounting year ended 30 June 2013.
2. Discharge of the Board of Directors of the Company in the exercise of their mandate during the accounting year ended 30 June 2013.
3. Re-election of Mr Michael Hooper and Mr Bernd Gute as Directors until the next Annual General Meeting.
4. Co-optation of Dr Kai Wallbaum and Mr Christoph Adamy as Directors until the next Annual General Meeting.
5. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Luxembourg, as Auditor until the next Annual General Meeting.
6. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed at the Meeting. The quorum and majority requirements will be determined in accordance to the outstanding shares on 13 October 2013 midnight CEST (the "Record Date"). The voting rights of Shareholders shall be determined by the number of shares held at the Record Date.

Voting Arrangements

Authorized to attend and vote at the meeting are shareholders who are able to provide a confirmation from their depository bank or institution showing the number of shares held by the Shareholder as per the Record Date to the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, to arrive in Luxembourg by no later than 11:00 CEST on 16 October 2013.

Any shareholders entitled to attend and vote at the meeting shall be entitled to appoint a proxy to vote on his/her behalf. The proxy form, in order to be valid, must be duly completed and signed under the hand of the appointer or his/her attorney or if the appointer is a corporation, under its common seal or under the hand of a duly authorised officer,

and sent to the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, to arrive in Luxembourg by no later than 11:00 CEST on 16 October 2013.

Proxy forms for use by registered shareholders can be obtained from the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg. A person appointed proxy need not be a shareholder of the Company. The appointment of a proxy will not preclude a shareholder from attending the meeting.

Copies of the audited annual report of the Company are available for inspection at the registered office of the Company. Shareholders may also request to be sent a copy of such report.

Senningerberg, September 2013.

The Board of Directors .

Référence de publication: 2013136524/755/41.

Deka-Immobilier Premiumplus, Fonds Commun de Placement.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de corriger comme suit la première ligne de l'en-tête de l'acte publié dans le Mémorial C no 977 du 21 avril 2008, page 46853, le Mémorial C no 1248 du 30 juin 2009, page 59880, le Mémorial C no 1676 du 18 août 2010, page 80443, le Mémorial C no 2554 du 15 octobre 2012, page 122552:

au lieu de: «Deka-Immobilier Premiumplus, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissements Spécialisés»,
lire: «Deka-Immobilier Premiumplus, Fonds Commun de Placement».

Référence de publication: 2013140236/10.

Wendilo Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 127.521.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication, dans le Mémorial C n° 2284 du 17 septembre 2013, page 109596, d'un extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 28 juin 2013:

Au point 2:

au lieu de: «Mme Ingrid CEKNICCHI»,

lire: «Mme Ingrid CERNICCHI».

Référence de publication: 2013140237/12.

Vip La Boutique, Société à responsabilité limitée, (anc. Vip Domotec La Boutique).

Siège social: L-7560 Mersch, 6C, Centre Marisca.

R.C.S. Luxembourg B 127.665.

L'an deux mil treize, le vingt-cinq septembre,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

Ont comparu:

1 - Monsieur François DOZZO, indépendant, demeurant à L-7457 Lintgen, 2, rue des Vergers,

2 - la société VIP DOMOTEC GROUP S.A., société anonyme avec siège à L-3364 Leudelange, 5, rue du Château d'Eau, inscrite au RCSL sous le numéro B 66.637,

constituée sous la dénomination de LINSTER HIGH TECH S.A. aux termes d'un acte reçu par Maître Frank MOLITOR, alors notaire de résidence à Dudelange, en date du 28 septembre 1998, publié au Mémorial C numéro 913 du 17 décembre 1998, ayant adopté la dénomination de VIP DOMOTEC BENELUX S.A. aux termes d'un acte reçu par le prédit notaire Frank MOLITOR en date du 27 septembre 2002, publié au Mémorial C numéro 1639 du 15 novembre 2002 et dont la dénomination actuelle a été adoptée aux termes d'une assemblée générale extraordinaire actée par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 13 février 2007,

ici représentée par son administrateur délégué: Madame Sarah RIGANELLI, administrateur de société, demeurant à L-4407 Belvaux, 16, rue Emile Metz,

nommée à cette fonction en vertu d'une décision prise en assemblée générale du 26 avril 2004, publiée au Mémorial C numéro 654 du 25 juin 2004, dont le mandat a été renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 28 juillet 2010, publiée par extrait au Mémorial C numéro 2634 du 02 décembre 2010,

habilitée à engager la société par sa seule signature en vertu de la décision prise lors de l'assemblée générale du 26 avril 2004, prémentionnée; et

3 - Monsieur Gilbert BRÜCK, ouvrier, demeurant à L-7513 Mersch, 61, route d'Arlon.

Après avoir établi que les comparants possèdent toutes les cent (100) parts de la société à responsabilité limitée VIP DOMOTEC LA BOUTIQUE s.à r.l., dont le siège social se trouve à L-7610 Larochette, 12, Place Bleech, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg sous le numéro B 127.665,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 25 avril 2007, publié au Mémorial C numéro 1291 du 28 juin 2007,

et après avoir déclaré que les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'une assemblée générale extraordinaire actée par le notaire instrumentaire en date du 05 juillet 2010, publié au Mémorial C numéro 1969 du 22 septembre 2010,

les comparants se sont constitués en assemblée générale extraordinaire et ont requis le notaire d'acter comme suit les résolutions suivantes:

Siège social:

L'assemblée décide de transférer le siège de la société à L-7560 Mersch, 6C, Centre Marisca, de sorte que la première phrase de l'article 2 des statuts est modifiée comme suit:

«Le siège social est établi dans la Commune de Mersch.»

Dénomination:

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en VIP LA BOUTIQUE, de sorte que l'article 1^{er} des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de VIP LA BOUTIQUE.»

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et résidence, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. DOZZO, S. RIGANELLI, G. BRÜCK, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 27 septembre 2013. Relation: CAP/2013/3665. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur ff. (signé): M. Entringer.

Pour copie conforme.

Capellen, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140202/55.

(130170252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

AA Rotator, Fonds Commun de Placement.

AUFLÖSUNG

Gemäß Beschluss des Vorstandes der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. wurde das Sondervermögen am 26. September 2013 aufgelöst. Das Liquidationsverfahren wurde vollständig abgeschlossen. Alle Gelder konnten ausbezahlt werden. Eine Hinterlegung bei der Caisse de Consignation war daher nicht notwendig.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et associations.

Luxemburg, im Oktober 2013.

Für den Vorstand der Verwaltungsgesellschaft .

Référence de publication: 2013140240/1346/10.

OHI Finance SPV II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 178.103.

RECTIFICATIF

Dans le Mémorial C n° 2365 du 25 septembre 2013, page 113498, le texte de la deuxième résolution aussi bien en anglais qu'en français doit être rectifié pour se lire comme suit:

«Second resolution

As a consequence of the above-mentioned resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles which shall read as follows:

«5.1. The subscribed capital is set at one hundred and four thousand US dollars (USD 104,000.-), divided into one hundred and four thousand (104,000) registered shares with a par value of one US dollar (USD 1.-) each, fully paid up (by 100 %).»

Deuxième résolution

A la suite de la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«5.1. Le capital social souscrit est fixé à cent quatre mille US dollars (104.000,- USD), divisé en cent quatre mille (104.000) actions nominatives d'une valeur nominale d'un US dollar (1,- USD) chacune, entièrement libérée (à raison de 100 %).»

Référence de publication: 2013140238/21.

beta3, Fonds Commun de Placement.

AUFLÖSUNG

Gemäß Beschluss des Vorstandes der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. wurde das Sondervermögen am 30. September 2013 aufgelöst. Das Liquidationsverfahren wurde vollständig abgeschlossen. Alle Gelder konnten ausbezahlt werden. Eine Hinterlegung bei der Caisse de Consignation war daher nicht notwendig.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et associations.

Luxemburg, im Oktober 2013.

Für den Vorstand der Verwaltungsgesellschaft .

Référence de publication: 2013140241/1346/10.

Platinum Transport s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 26, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 180.554.

STATUTS

L'an deux mil treize, le deux octobre,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Emir CINDRAK, salarié, né à Pec, Serbie, le 26 décembre 1986, matricule 1986 12 26 797, demeurant à F-57280 Maizières-les-Metz, France, 42, Grand-rue.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Platinum Transport s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de transports de marchandises par route avec des véhicules de moins de 3,5 tonnes, ainsi que le transport de voyageurs par route au moyen de véhicules équipés ne dépassant pas une capacité totale de 9 places assises.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles et financières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présente-ment fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Emir CINDRAK préqualifié.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil quatorze.

119817

Assemblée générale

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constitué en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le siège social est fixé à L-1616 Luxembourg, 26, Place de la Gare.

2) La société sera gérée par un gérant:

Monsieur Emir CINDRAK, salarié, né à Pec, Serbie, le 26 décembre 1986, matricule 1986 12 26 797, demeurant à F-57280 Maizières-les-Metz, France, 42, Grand-rue.

3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: E. CINDRAK, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 3 octobre 2013. Relation: CAP/2013/3745. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur ff. (signé): M. Entringer.

Pour copie conforme.

Capellen, le 4 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140018/102.

(130170167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Knightrider S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 143.155.

In the year two thousand and thirteen, on the second of October.

Before us, Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

Knightrider S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143155,

represented by Marcus PETER, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney issued by an duly authorised manager of Knightrider S.à r.l. also dated 2 October 2013.

and

SSBM Beteiligungs GmbH, a private limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) duly organized and existing under the laws of Germany, having its seat in Munich, its business address at Färbergraben 18, 80331 Munich and registered in the trade register of the Local Court (Amtsgericht) of Munich under number HRB 183673,

represented by Marcus PETER, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 2 October 2013.

A copy of the aforementioned proxies, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing persons and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing persons have requested the undersigned notary to state that:

(A) Knightrider S.à r.l. is the sole shareholder of SSBM Beteiligungs GmbH. All issued shares in the capital of SSBM Beteiligungs GmbH are fully paid-up and no right of usufruct or right of pledge has been established on the above shares;

(B) It has been decided that SSBM Beteiligungs GmbH shall merge into Knightrider S.à r.l. by way of absorption by Knightrider S.à r.l. of SSBM Beteiligungs GmbH, pursuant to (i) the provisions of Section XIV of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Luxembourg Company Law"), (ii) the provisions of the Second Section (Zweites Buch) of the German Reorganisation Act (Umwandlungsgesetz) (the "German Reorganisation Act") and in accordance with (iii) the terms and conditions of this joint merger proposal;

(C) Article 257 of the Luxembourg Company Law expressly authorizes a merger between a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) and a non-Luxembourg law governed company, provided that the law applicable to such non-Luxembourg law governed company does not prohibit such a merger;

(D) Article 122b Para 1 of the German Reorganisation Act expressly authorizes a merger between a Luxembourg law governed private limited liability company and a German private limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung).

(E) Neither Knightrider S.à r.l. nor SSBM Beteiligungs GmbH has been dissolved or is subject to any judicial proceedings including but not limited to bankruptcy, controlled management, suspension of payments, arrangement with creditors or judicial liquidation proceedings in accordance with their respective applicable laws;

NOW, THEREFORE, Knightrider S.à r.l. and SSBM Beteiligungs GmbH, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record the following joint proposal of merger (the "Merger Proposal") (Verschmelzungsplan) prepared by the board of managers of Knightrider S.à r.l. and the managing directors of SSBM Beteiligungs GmbH, which Merger Proposal is as follows:

1. Merger / Parties of Merger.

1.1 Parties of Merger

The acquiring company is Knightrider S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its seat in Luxembourg and its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143155 (the "Acquiring Company").

The absorbed company is SSBM Beteiligungs GmbH, a private limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) duly organized and existing under the laws of Germany, having its legal seat in Munich, its business address at Färbergraben 18, 80331 Munich and registered in the trade register of the Local Court (Amtsgericht) of Munich under number HRB 183673 (the "Absorbed Company", together with the Acquiring Company, the "Merging Companies").

1.2 The Merger

SSBM Beteiligungs GmbH shall merge into Knightrider S.à r.l. by way of a simplified merger by absorption by Knightrider S.à r.l. of SSBM Beteiligungs GmbH and without liquidation of SSBM Beteiligungs GmbH (the "Merger") pursuant to (i) the provisions of Sub-Section 3 of Section XIV of the Luxembourg Company Law, (ii) the provisions of Articles 46 seq. and 122a seq. of the German Reorganisation Act and (iii) the terms and conditions included in this Merger Proposal ((i), (ii) and (iii), collectively the "Merger Terms and Conditions").

Upon the effectiveness of the Merger, all the assets and liabilities of the Absorbed Company (as such assets and liabilities shall exist on the Effective Date, as defined herein below) shall transfer to the Acquiring Company by operation of law, the Acquiring Company shall acquire all assets and liabilities of the Absorbed Company under universal succession of title, and the Absorbed Company shall cease to exist.

2. Consideration. Since Knightrider S.à r.l. is the sole owner of the entire share capital of SSBM Beteiligungs GmbH, no shares in the Acquiring Company are granted as consideration (Article 278 of the Luxembourg Company Law and Articles 122a, 20 para 1 No 3 of the German Reorganisation Act).

3. Simplified Merger by Absorption. Since Knightrider S.à r.l. is the sole owner of the entire share capital of SSBM Beteiligungs GmbH, the simplified merger by absorption process of the latter by Knightrider S.à r.l. as described in Sub-Section 3 of Section XIV of the Luxembourg Company Law and Articles 122c para 3 and 122g para 2 of the German Reorganisation Act become therefore applicable. As a consequence, the share capital of the Acquiring Company must not be increased and any information on the exchange ratio of shares, the issuance of shares as well as on the conditions of any cash payment are not necessary (Article 278 of the Luxembourg Company Law and Article 122c para 3 of the German Reorganisation Act). In accordance with Article 278 of the Luxembourg Company Law and Article 122f, Article 9 para 2 of the German Reorganisation Act no examination by an independent auditor of this Merger Proposal is required. No offer for cash compensation pursuant to Article 122i of the German Reorganisation Act is required.

4. Articles of Association. The articles of association of the Acquiring Company shall not change as a result of the Merger. A copy of these articles of association after having been signed *ne varietur* by the appearing persons and the undersigned notary will be annexed to the present deed as Annex to be filed with the registration authorities.

5. Effective Date. The Merger shall become effective between Knightrider S.à r.l. and SSBM Beteiligungs GmbH and towards third parties on the date of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations (the "Mémorial") of the notarial deed recording the resolutions of the general meeting of shareholders of the Acquiring Company approving the decision to merge in accordance with Article 9 and Article 273ter of the Luxembourg Company Law (the "Effective Date").

The assets and liabilities of SSBM Beteiligungs GmbH shall be transferred to Knightrider S.à r.l. in their condition existing on the Effective Date.

6. Date of effect of the Merger from an accounting and Fiscal point of view/Merger Balance Sheet.

6.1 Date of effect of the Merger from an accounting and fiscal point of view

From an accounting and fiscal point of view, the operations of the Absorbed Company shall be considered as accomplished for the account of the Acquiring Company as from August 1, 2013 at 00 o'clock ("Merger Date"). All recorded assets and liabilities of Knightrider S.à r.l. and SSBM Beteiligungs GmbH shall be carried forward at their historical book values, and the income of Knightrider S.à r.l. shall include the income from SSBM Beteiligungs GmbH as from August 1, 2013 at 00 o'clock.

The transfer of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Acquiring Company shall be deemed from an accounting and fiscal point of view to be effective internally between the Merging Companies with the end of July 31, 2013 at 24.00 o'clock.

6.2 Merger Balance Sheet

The Merger is based on the interim balance sheet of the Absorbed Company as of July 31, 2013 ("Merger Balance Sheet").

The Merger is based on the interim financial statements of the Acquiring Company as of July 31, 2013.

7. Impact of the Merger on the Employment.

7.1. Knightrider S.a r.l.

Knightrider S.a r.l. having no employees, the Merger shall have no impact on the employment.

7.2. SSBM Beteiligungs GmbH

SSBM Beteiligungs GmbH having no employees, the Merger shall have no impact on the employment.

8. Procedures for employee participation. The provisions with regard to employee participation as stated in Article 5 para 3, Article 122e of the German Reorganisation Act and Article 261 (4) c) of the Luxembourg Company Law are not applicable since there are no employees in the Merging Companies and neither of the Merging Companies dominates any subsidiary employing employees.

As neither Knightrider S.á r.l. nor SSBM Beteiligungs GmbH are co-determined or employ employees and as also no dominated subsidiary employs employees, there is no need to organise a participation at the level of Knightrider S.á r.l. post merger nor to establish a special negotiation body and carry out the negotiation procedure pursuant to the German Act on Co-Determination of Employees in Case of a Cross-Border Merger (MgVG).

9. Rights conferred by the Acquiring Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares or the measures proposed to them. Neither Knightrider S.á r.l. nor SSBM Beteiligungs GmbH has issued shares or other securities granting special rights within the meaning of Article 122c para 2 no 7 of the German Reorganisation Act and Article 261 (2) f) of the Luxembourg Company Law. Therefore no such rights are to be compensated and no special measures for such persons have been recommended to the holders thereof.

10. Special Advantages. No special advantages within the meaning of Article 122a of the German Reorganisation Act and Article 261 (2) g) of the Luxembourg Company Law were or shall be granted in connection with the Merger to a member of the management, supervisory or controlling organ or to an auditor of any of the Merging Companies or to any expert. The appointment of the members of the board of management of the Absorbed Company will be terminated on the Effective Date.

11. Impact of the Merger on the creditors' rights. As a result of the Merger, all assets and liabilities of SSBM Beteiligungs GmbH shall be transferred to Knightrider S.á r.l.. The creditors of SSBM Beteiligungs GmbH shall become creditors of Knightrider S.á r.l..

11.1 Germany

The rights of the creditors of the Absorbed Company are regulated in accordance with Article 122j of the German Reorganisation Act. In accordance with this provision - due to the fact that the Acquiring Company is subject to Luxembourg law - the creditors of the Absorbed Company participating in the merger have to be given security in respect of claims, which have arisen before or up to 15 days after the publication of the draft merger proposal, to the extent their claims are not satisfied (Article 122j para 1 sentence 1, para 2 of the German Reorganisation Act).

The creditors, however, are only entitled to this right, if during the two (2) months following the day on which the draft merger plan was published they file their claims in writing stating the basis and amount, and provide prima facie evidence that the merger is threatening the satisfaction of their claims (Article 122j para 1 sentence 2 of the German Reorganisation Act). In general, it is irrelevant whether or not the claims of the creditors are based on contract or the law. The creditors have to be informed in the publication of the registration of the merger about this right.

This right has to be claimed directly from the Absorbed Company under its business address c/o Lilienthal Verwaltungsgesellschaft mbH, Färbergraben 18, 80331 München. To this extent a detailed description of the claim on which the claim is based is required so that an individualization is possible without any further inquiries. It is expressly pointed out that the right to receive securities must be claimed during the two months following the day on which the draft merger plan was published.

Under the aforementioned address complete information on the arrangements made for the exercise of the rights of creditors may be obtained free of charge.

11.2 Luxembourg

In accordance with Article 268 of the Luxembourg Company Law, the creditors of the Merging Companies, whose claims predate the date of publication of the notarial deed recording the resolutions of the general meeting of shareholders of the Acquiring Company approving the decision to merge in the Memorial may notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two (2) months of that publication to the judge presiding the Chamber of the Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguards or collateral for any matured or unmatured debts, where they can credibly demonstrate that, due to the Merger the fulfillment of their claim is at stake and that no adequate safeguards have been obtained.

The president shall reject the application if the creditors are already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the financial situation of the company after the Merger. The application may

be turned down by paying the creditors even if the debt is unmaturing. If the collaterals are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

In accordance with Article 262 of the Luxembourg Company Law, the creditors of Knightrider S.a r.l. may obtain (free of charge) the complete information on the exercise of their rights at the registered office of Knightrider S.a r.l. located at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

12. Shareholders' approval/resolution - Waivers.

12.1 Luxembourg

The Merger needs to be approved by the general meeting of shareholders of the Acquiring Company according to Article 273ter of the Luxembourg Company Law at the earliest one (1) month after the publication of the Merger Proposal in the Memorial.

All the shareholders of Knightrider S.a r.l. waive their right to receive the explanatory report to be prepared by the board of managers of Knightrider S.a r.l. in accordance with Article 265 of the Luxembourg Company Law.

12.2 Germany

As the Acquiring Company is the sole shareholder of the Absorbed Company, the Merger does not need to be approved by the shareholder of the Absorbed Company (Article 122g para 2 of the German Reorganisation Act).

An explanatory report dated on or about the date hereof 2013 is prepared by the board of managers of SSBM Beteiligungs GmbH in accordance with Article 122e of the German Reorganisation Act.

13. Board of Managers' approval. The board of managers of the Acquiring Company approved the Merger Proposal on 2 October 2013.

14. Documents available at the offices of the Merging Companies. The following documents will be made available to the shareholders at the registered office of the Acquiring Company at least one (1) month before the date of the extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring Company being also at least one (1) month before the Merger takes effect between the Merging Companies:

- a) the notarized Merger Proposal;
- b) the annual accounts (balance sheets, profits and loss accounts with notes thereon) of the Acquiring Company for 2012, 2011 and 2010;
- c) the annual accounts (balance sheets, profits and loss accounts with notes thereon) of the Absorbed Company for 2012, 2011 and 2010;
- d) interim financial accounts as at July 31, 2013 of Knightrider S.a r.l.;
- e) Merger Balance Sheet of SSBM Beteiligungs GmbH as of July 31, 2013;
- f) the explanatory memorandum (Verschmelzungsbericht) to the merger proposal, drawn up by the managing directors of SSBM Beteiligungs GmbH.

No document must be made available at the registered office of the Absorbed Company as no general meeting of shareholders need to be held.

15. Deposit of documents with public registries. This Merger Proposal shall be deposited with the trade register of the local Court of Munich and the Luxembourg Register of Commerce and Companies.

16. Language. In case of divergencies between the German and the English text, the German version will prevail.

Certification

In accordance with Article 271 of the law dated 10 August 1915 related to commercial companies as amended, the undersigned notary certifies the compliance of the present Merger proposal with the law.

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergences between the German and the English text, the German version will prevail (except pertaining to the Annex).

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary, the present deed.

Follows the german translation of above text

Im Jahr zweitausenddreizehn am zweiten Oktober.

Vor Notar, Maître Francis KESSELER, Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN

Knightrider S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg und registriert im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 143155,

vertreten durch Marcus PETER, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxembourg, im Wege einer von einem autorisierten Geschäftsführer der Knightrider S.à r.l. am 2. Oktober 2013 begebenen Vollmacht.

und

SSBM Beteiligungs GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts mit Sitz in München und Geschäftsadresse in Färbergraben 18, 80331 München registriert beim Handelsregister des Amtsgerichts München unter der Nummer HRB 183673,

vertreten durch Marcus PETER, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxembourg, im Wege einer am 2. Oktober 2013 begebenen Vollmacht.

Eine Kopie der oben benannten Vollmachten, nachdem diese ne varietur durch den Vertreter oben benannter Personen und den Notar gezeichnet wurden, soll dieser Urkunde beigeheftet bleiben, um mit den Behörden einregistriert zu werden.

Die erschienenen Personen erbitten den Notar folgendes zu beurkunden:

(A) Die Knightrider S.à r.l. ist der einzige Gesellschafter der SSBM Beteiligungs GmbH. Alle ausgegebenen Geschäftsanteile am Kapital der SSBM Beteiligungs GmbH sind vollständig einbezahlt und es ist kein Nießbrauch oder Pfandrecht an den oben genannten Anteilen bestellt;

(B) Es wurde entschieden, dass die SSBM Beteiligungs GmbH auf die Knightrider S.à r.l. im Wege der Aufnahme der SSBM Beteiligungs GmbH durch die Knightrider S.à r.l. auf Grundlage (i) der Vorschriften von Absatz XIV des luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 für kommerzielle Gesellschaften mit Änderungen (das „Luxemburger Gesellschaftsgesetz“), (ii) der Vorschriften des zweiten Buches des Deutschen Umwandlungsgesetzes (das „Deutsche Umwandlungsgesetz“) und in Übereinstimmung mit (iii) den Regelungen und Vorgaben dieses gemeinsamen Verschmelzungsplanes verschmolzen werden soll;

(C) Artikel 257 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes erlaubt ausdrücklich eine Verschmelzung zwischen einer luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und einer Gesellschaft, die nicht auf luxemburger Recht beruht, vorausgesetzt, dass das Recht, welches auf diese nicht durch luxemburger Recht bestimmte Gesellschaft anwendbar ist, eine solche Verschmelzung nicht verbietet;

(D) § 122b Abs. 1 des Deutschen Umwandlungsgesetzes erlaubt ausdrücklich eine Verschmelzung zwischen einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburger Recht und einer deutschen Gesellschaft mit beschränkter Haftung;

(E) Weder die Knightrider S.à r.l. noch die SSBM Beteiligungs GmbH sind aufgelöst oder sind Gegenstand gerichtlicher Verfahren, einschließlich von, aber nicht beschränkt auf Insolvenzverfahren, beaufsichtigten Verwaltungen, Zahlungsverboten, Vergleichen mit Gläubigern oder richterlichen Liquidationsmaßnahmen in Übereinstimmung mit ihrem jeweils anwendbaren Recht.

Aus diesem Grunde haben die Knightrider S.à r.l. und die SSBM Beteiligungs GmbH, vertreten wie oben ausgeführt, den unterzeichneten Notar ersucht, den folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan (der „Verschmelzungsplan“), vorbereitet durch die Geschäftsführung der Knightrider S.à r.l. und die Geschäftsführer der SSBM Beteiligungs GmbH, zu beurkunden, wobei der Verschmelzungsplan wie folgt lautet:

1. Verschmelzung / Parteien der Verschmelzung.

1.1 Parteien der Verschmelzung

Die aufnehmende Gesellschaft ist die Knightrider S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), wirksam errichtet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums von Luxemburg, mit ihrem Sitz in Luxemburg und ihrem registrierten Büro in 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg und eingetragen im luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 143155 (die „Aufnehmende Gesellschaft“).

Die übertragende Gesellschaft ist die SSBM Beteiligungs GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, wirksam errichtet und existierend nach dem Recht von Deutschland, mit ihrem Satzungssitz in München und der Geschäftsadresse in Färbergraben 18, 80331 München und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichtes von München unter der Nummer HRB 183673 (die „Übertragende Gesellschaft“, zusammen mit der Aufnehmenden Gesellschaft die „Verschmelzenden Gesellschaften“).

1.2 Die Verschmelzung

Die SSBM Beteiligungs GmbH wird auf die Knightrider S.à r.l. im Wege einer vereinfachten Verschmelzung zur Aufnahme der SSBM Beteiligungs GmbH durch Knightrider S.à r.l. ohne Liquidation der SSBM Beteiligungs GmbH (die „Verschmelzung“) auf Grundlage (i) der Vorschriften von Unterabschnitt 3 von Abschnitt XIV des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes, (ii) der Vorschriften von § 46 ff und § 122a ff des Deutschen Umwandlungsgesetzes und (iii) der Vorschriften und Bedingungen, die in diesem Verschmelzungsplan enthalten sind ((i), (ii), und (ii) zusammen die „Verschmelzungsbedingungen“) verschmolzen werden.

Mit Wirksamkeit der Verschmelzung werden alle Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der Übertragenden Gesellschaft (soweit diese Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten am Wirksamkeitstag, wie hierin definiert, existieren) Kraft Gesetzes auf die Aufnehmende Gesellschaft übertragen, die Aufnehmende Gesellschaft erwirbt alle Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der Übertragenden Gesellschaft durch Universalsukzession, die Übertragende Gesellschaft hört auf, zu existieren.

2. Gegenleistung. Da die Kightrider S.à r.l. der einzige Inhaber sämtlicher Geschäftsanteile der SSBM Beteiligungs GmbH ist, werden keine Anteile an der Aufnehmenden Gesellschaft als Gegenleistung gewährt (Artikel 278 der Luxemburger Gesellschaftsgesetzes und §§ 122a, 20 Abs. 1 Nr. 3 des Deutschen Umwandlungsgesetzes).

3. Vereinfachte Verschmelzung durch Aufnahme. Da die Kightrider S.à r.l. der einzige Inhaber der gesamten Geschäftsanteile der SSBM Beteiligungs GmbH ist, kommen die Regelungen über die vereinfachte Verschmelzung zur Aufnahme der SSBM Beteiligungs GmbH durch die Kightrider S.à r.l., in Unterabschnitt 3 des Abschnittes XIV des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes und § 122c Abs. 3 und § 122g Abs. 2 des Deutschen Umwandlungsgesetzes zur Anwendung. Als Konsequenz darf das Gesellschaftskapital der Aufnehmenden Gesellschaft nicht erhöht werden, ebenfalls sind Informationen über das Umtauschverhältnis der Anteile, die Ausgabe neuer Anteile als auch über die Bedingungen etwaiger Barzahlungen nicht erforderlich (Artikel 278 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes und § 122c Abs. 3 des Deutschen Umwandlungsgesetzes). In Übereinstimmung mit Artikel 278 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes und § 122f, § 9 Abs. 2 des Deutschen Umwandlungsgesetzes ist eine Prüfung dieses Verschmelzungsplanes durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer nicht erforderlich. Ein Angebot einer Barabfindung gemäß § 122i des Deutschen Umwandlungsgesetzes ist nicht erforderlich.

4. Gesellschaftssatzung. Die Gesellschaftssatzung der Aufnehmenden Gesellschaft wird sich nicht als Resultat dieser Verschmelzung ändern. Eine Kopie der Satzung wird nach ne varietur Unterzeichnung durch die erschienenen Personen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigelegt werden, um mit dieser den Registerbehörden eingereicht zu werden.

5. Wirksamkeitstag. Die Verschmelzung wird zwischen Kightrider S.à r.l. und SSBM Beteiligungs GmbH sowie gegenüber dritten Parteien wirksam am Tag der Veröffentlichung in der Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations (das „Memorial“) der notariellen Urkunde, die den Beschluss der Gesellschafterversammlung der Aufnehmenden Gesellschaft über die Zustimmung zur Verschmelzung in Übereinstimmung mit Artikel 9 und Artikel 273ter des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes enthält (der „Wirksamkeitstag“).

Die Vermögensgegenstände und Verbindlichkeiten der SSBM Beteiligungs GmbH werden in dem Zustand, in dem sie sich an dem Wirksamkeitstag befinden, auf die Kightrider S.à r.l. übertragen.

6. Wirkung der Verschmelzung aus wirtschaftlicher und buchhalterischer Sichtweise / Verschmelzungsbilanz.

6.1 Wirkung der Verschmelzung aus buchhalterischer und wirtschaftlicher Sichtweise

Aus wirtschaftlicher und buchhalterischer Sicht sollen die Handlungen der Übertragenden Gesellschaft ab dem 1. August 2013, 00:00 h (der „Verschmelzungstichtag“) als auf Rechnung der Aufnehmenden Gesellschaft vorgenommen gelten. Alle bilanzierten Wirtschaftsgüter und Verbindlichkeiten der Kightrider S.à r.l. und der SSBM Beteiligungs GmbH werden mit ihren fortgeführten Buchwerten fortgeschrieben und das Einkommen der Kightrider S.à r.l. soll ab dem 1. August 2013, 00:00 h das Einkommen der SSBM Beteiligungs GmbH umfassen.

Die Übertragung sämtlicher Wirtschaftsgüter und Verbindlichkeiten der Übertragenden Gesellschaft auf die Aufnehmende Gesellschaft soll für wirtschaftliche und buchhalterische Zwecke intern zwischen den Verschmelzenden Gesellschaften mit dem Ablauf des 31. Juli 2013, 24:00 h wirksam werden.

6.2 Verschmelzungsbilanz

Die Verschmelzung beruht auf der Zwischenbilanz der Übertragenden Gesellschaft zum 31. Juli 2013 (die „Verschmelzungsbilanz“).

Die Verschmelzung beruht auf dem Zwischenabschluss der Aufnehmenden Gesellschaft zum 31. Juli 2013.

7. Auswirkungen der Verschmelzung auf die Beschäftigung.

7.1 Kightrider S.à r.l.

Da die Kightrider S.à r.l. keine Arbeitnehmer beschäftigt, hat die Verschmelzung keine Auswirkungen auf die Beschäftigung.

7.2 SSBM Beteiligungs GmbH

Da die SSBM Beteiligungs GmbH keine Arbeitnehmer beschäftigt, hat die Verschmelzung keine Auswirkungen auf die Beschäftigung.

8. Verfahren bezüglich der Mitarbeitermitbestimmung. Die Vorschriften bezüglich der Mitarbeitermitbestimmung in § 5 Abs. 3, § 122e des Deutschen Umwandlungsgesetzes und Artikel 261 (4) c) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes sind nicht anwendbar, da keine der Verschmelzenden Gesellschaften Arbeitnehmer beschäftigt und keine der Verschmelzenden Gesellschaften eine Tochtergesellschaft beherrscht, welche Arbeitnehmer beschäftigt.

Da weder die Knightrider S.à r.l. noch die SSBM Beteiligungs GmbH mitbestimmt sind oder Arbeitnehmer beschäftigen und auch nicht Tochtergesellschaften beherrschen, die Arbeitnehmer beschäftigen, besteht keine Notwendigkeit, nach der Verschmelzung auf Ebene der Knightrider S.à r.l. eine Mitbestimmung einzurichten oder ein spezielles Verhandlungsorgan zu errichten und Verhandlungen nach Maßgabe des deutschen Gesetzes über die Mitbestimmung der Arbeitnehmer bei einer grenzüberschreitenden Verschmelzung (MgVG) zu führen.

9. Rechte, die von der Aufnehmenden Gesellschaft an Gesellschafter mit Sonderrechten oder an die Inhaber von anderen Wertpapieren als Gesellschaftanteilen gewährt werden oder für diese vorgeschlagene Maßnahmen. Weder die Knightrider S.à r.l. noch die SSBM Beteiligungs GmbH haben Gesellschaftanteile oder andere Wertpapiere ausgegeben, die Sonderrechte im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 7 des Deutschen Umwandlungsgesetzes und Artikel 261 (2) f) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes gewähren. Aus diesem Grunde müssen keine solchen Rechte abgefunden und den Inhabern dieser Rechte keine speziellen Maßnahmen den vorgeschlagen werden.

10. Besondere Vorteile. Es werden keine besonderen Vorteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 8 des Deutschen Umwandlungsgesetzes und des Artikel 261 (2) g) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes im Zusammenhang mit der Verschmelzung an ein Mitglied der Geschäftsführung, eines Überwachungsoder Kontrollorganes oder einen Wirtschaftsprüfer einer der zu Verschmelzenden Gesellschaften oder an einen Sachverständigen gewährt oder sollen gewährt werden.

Die Bestellung der Mitglieder der Geschäftsführung der Übertragenden Gesellschaft wird mit dem Wirksamkeitstag beendet.

11. Auswirkungen der Verschmelzung auf die Rechte der Gläubiger. In Folge der Verschmelzung werden alle Wirtschaftsgüter und Verbindlichkeiten der SSBM Beteiligungs GmbH auf die Knightrider S.à r.l. übertragen. Die Gläubiger der SSBM Beteiligungs GmbH werden Gläubiger der Knightrider S.à r.l..

11.1 Deutschland

Die Rechte der Gläubiger der Übertragenden Gesellschaft sind in § 122j des Deutschen Umwandlungsgesetzes geregelt. In Übereinstimmung mit dieser Regelung - aufgrund des Umstandes, dass die Aufnehmende Gesellschaft luxemburger Recht unterliegt - ist den Gläubigern der Übertragenden Gesellschaft, die an der Verschmelzung teilnehmen, Sicherheit im Hinblick auf Forderungen zu gewähren, welche vor oder innerhalb von 15 Tagen nach der Veröffentlichung des Entwurfes des Verschmelzungsplanes entstanden sind, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können (§ 122j Abs. 1 Satz 1, Abs. 2 des Deutschen Umwandlungsgesetzes).

Die Gläubiger sind hierzu jedoch nur berechtigt, sofern sie innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Tag, an dem der Entwurf des Verschmelzungsplanes bekannt gemacht worden ist, ihre Forderungen schriftlich nach Grund und Höhe bei der Gesellschaft geltend machen und glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderung gefährdet ist (§ 122j Abs. 1 Satz 2 des Deutschen Umwandlungsgesetzes). Dabei ist es grundsätzlich unerheblich, ob die Ansprüche der Gläubiger auf Vertrag oder auf Gesetz beruhen. Die Gläubiger müssen in der Veröffentlichung der Eintragung der Verschmelzung auf dieses Recht hingewiesen werden.

Dieses Recht muss direkt von der Übertragenden Gesellschaft unter ihrer Geschäftsanschrift c/o Lilienthal Verwaltungsgesellschaft mbH, Färbergraben 18, 80331 München geltend gemacht werden. Eine detaillierte Beschreibung der Grundlage, auf der die Forderung basiert, ist insoweit erforderlich, dass die Individualisierung ohne weitere Nachprüfung möglich ist. Es wird ausdrücklich betont, dass das Recht, Sicherheiten zu verlangen, innerhalb von zwei Monaten nach Bekanntgabe des Entwurfes des Verschmelzungsplanes eingefordert werden muss.

Unter der vorgenannten Adresse können vollständige Informationen über die Vorkehrungen, die zur Ausübung der Rechte der Gläubiger getroffen wurden, kostenlos angefragt werden.

11.2 Luxemburg

In Übereinstimmung mit Artikel 268 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes können die Gläubiger der Verschmelzenden Gesellschaften, deren Forderungen bis zum Tag der Bekanntmachung im Memorial der notariellen Urkunde, welche den Beschluss der Gesellschafter der Aufnehmenden Gesellschaft über die Zustimmung zu der Verschmelzung enthält, unabhängig von etwaigen Vereinbarungen zum Gegenteil innerhalb von zwei (2) Monaten nach dieser Publikation den Richter, der der Kammer des Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, welche für Handelssachen und in Verfügungsverfahren zuständig ist, anrufen, um angemessene Sicherheiten oder Gewährleistungen für fällige oder noch nicht fällige Forderungen zu erhalten, soweit sie glaubhaft machen können, dass aufgrund der Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderung gefährdet ist und keine angemessene Sicherheit erworben worden ist.

Der Präsident soll das Gesuch ablehnen, sofern die Gläubiger bereits unter Berücksichtigung der finanziellen Situation der Gesellschaft nach der Verschmelzung angemessene Sicherheiten haben oder solche Sicherheiten nicht erforderlich sind. Der Antrag kann durch Bezahlung des Gläubigers erledigt werden, selbst wenn seine Forderung nicht fällig ist. Sofern Sicherheiten nicht innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens gewährt werden, wird die Verbindlichkeit sofort fällig.

In Übereinstimmung mit Artikel 262 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes können die Gläubiger der Knightrider S.à r.l. (kostenfrei) die vollständigen Informationen über die Ausübung ihrer Rechte von dem registrierten Büro der Knightrider S.à r.l. in 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg erhalten.

12. Gesellschafterbeschluss - Verzichte.

12.1 Luxemburg

Die Verschmelzung bedarf der Zustimmung der Gesellschafterversammlung der Aufnehmenden Gesellschaft nach Artikel 273ter des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes frühestens einen (1) Monat nach Veröffentlichung des Verschmelzungsplanes im Memorial.

Alle Gesellschafter der Kightrider S.à r.l. verzichten in Übereinstimmung mit Artikel 265 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes auf ihr Recht, einen Verschmelzungsbericht, vorbereitet durch die Geschäftsführung der Kightrider S.à r.l., zu erhalten.

12.2 Deutschland

Da die Aufnehmende Gesellschaft der einzige Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaft ist, bedarf die Verschmelzung nicht der Zustimmung der Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaft (§ 122g Abs. 2 des Deutschen Umwandlungsgesetzes).

Ein Verschmelzungsbericht wird durch die Geschäftsführung der SSBM Beteiligungs GmbH in Übereinstimmung mit § 122e des Deutschen Umwandlungsgesetzes vorbereitet werden.

13. Zustimmung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Aufnehmenden Gesellschaft hat dem Verschmelzungsbeschluss am 2. Oktober 2013 zugestimmt.

14. In den Büros der Gesellschaften einsehbare Dokumente. Die nachstehend aufgeführten Dokumente werden den Gesellschaftern mindestens einen (1) Monat vor dem Datum der außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter der Aufnehmenden Gesellschaft und somit auch mindestens einen (1) Montag bevor die Verschmelzung zwischen den Verschmelzenden Gesellschaften wirksam wird, in dem eingetragenen Büro der aufnehmenden Gesellschaft zugänglich gemacht werden:

- a) Der beurkundete Verschmelzungsplan
- b) Die Jahresabschlüsse (Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung mit Anhang) der Aufnehmenden Gesellschaft für 2012, 2011 und 2010;
- c) Die Jahresabschlüsse (Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung mit Anhang) der Übertragenden Gesellschaft für 2012, 2011 und 2010;
- d) der Zwischenabschluss der Kightrider S.à r.l. zum 31. Juli 2013;
- e) die Verschmelzungsbilanz der SSBM Beteiligungs GmbH zum 31. Juli 2013;
- f) Der Verschmelzungsbericht zum Verschmelzungsplan, erstellt durch die Geschäftsführung der SSBM Beteiligungs GmbH.

In dem registrierten Büro der Übertragenden Gesellschaft sind keine Dokumente zugänglich zu machen, da keine Gesellschafterversammlung abgehalten werden muss.

15. Einreichung der Dokumente zu öffentlichen Registern. Dieser Verschmelzungsplan soll zum Handelsregister des Amtsgerichtes München und zum luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister eingereicht werden.

16. Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text soll der deutsche Text vorrangig gelten.

Der amtierende Notar bestätigt die Rechtmäßigkeit des Verschmelzungsplans gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere Artikel 271 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften.

Der unterzeichnende Notar, welcher die deutsche und englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit auf Verlangen der erschienen Parteien, dass diese Urkunde in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst wurde und dass im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text der deutsche Text dieser Urkunde (außer mit Blick auf die Anlage) Vorrang haben soll.

WOMIT diese Urkunde in Luxemburg am Tag wie eingangs erwähnt aufgenommen wurde.

Das Dokument wurde der erscheinenden Person, welche dem Notar mit Namen, Familiennamen, legalem Status und Wohnsitz bekannt ist, vorgelesen und diese Person hat mit dem Notar diese Urkunde unterschrieben.

Signé: Peter, Kessler.

Annex / Anlage

ARTICLES OF THE ACQUIRING COMPANY / SATZUNG DER AUFNEHMENDEN GESELLSCHAFT

The English version prevails / die englische Version hat Vorrang

Current Articles of Association of Kightrider S.à r.l. (English Version -prevailing) as of 14 August 2013

" 1. Name - Duration - Registered office.

1.1 There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereafter the "Company") which will be governed by the laws in effect in the Grand Duchy of Luxembourg and especially by those of August

10, 1915 referring to commercial companies as amended (hereafter the "Law") as well as by the present articles (hereafter the "Articles").

1.2 The Company exists under the name of "Knightrider S.à r.l.".

1.3 The Company is established for an indefinite period.

1.4 The registered office of the Company is established in Luxembourg. It can be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for the amendment to the Articles. It may be transferred within the same municipality by a decision if the board of manager of the Company. The Company may establish branch offices, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by simple decision of the board of managers.

2. Objects.

2.1 The Company shall have as its business purpose the holding of shares and interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

2.2 The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprise and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries, affiliated companies or any company belonging to the same group of companies.

2.3 The Company may borrow in any kind and form and privately issue bonds, notes, securities, debentures and certificates.

2.4 In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, commercial and industrial operation whether related to real estate assets or otherwise, which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose.

3. Capital - Shares.

3.1 The Company has a subscribed capital of one million one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 1,125,000) represented by fully paid-up shares, consisting of:

(a) three hundred seventy-five thousand (375,000) class A shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the "Class A Shares");

(b) three hundred seventy-five thousand (375,000) class B shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the "Class B Shares"); and

(c) three hundred seventy-five thousand (375,000) class C shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the "Class C Shares").

3.2 The Class A Shares, the Class B Shares and the Class C Shares shall hereinafter together be referred to as the "Shares" and each a "Share".

3.3 In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

3.4 Each Share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of the shareholders.

3.5 The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles.

3.6 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such classes. In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with class C Shares).

3.7 In the event of a reduction of the share capital through the repurchase and the cancellation of a class of Shares (in the order provided for above), such class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class(es) to the Available Amount, with the limitation however to the total cancellation amount as determined by the general meeting of shareholders (the "Total Cancellation Amount"), and the holders of Shares of the repurchased and cancelled class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share (as defined below) of the relevant class held by them and cancelled. The cancellation value per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled (the "Cancellation Value Per Share").

3.8 The Total Cancellation Amount for any class of Shares shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of the shareholders on the basis of the relevant interim accounts. The Total Cancellation Amount for each of the classes C and B shall be the Available Amount of the relevant class(es) at the time of the cancellation of the relevant class(es) unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

3.9 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

4. Register of the shareholders.

4.1 The board of managers shall keep a register in which the name and address of each shareholder shall be recorded, together with the number of shares issued to him and the amount paid up on each share.

4.2 The register shall also record the names and addresses of persons notified to the Company to have a right of pledge or a right of usufruct on those shares, indicating whether the voting rights attaching to the shares are vested in such persons.

5. Multiple beneficiaries. The Company will recognize only one holder per Share. Any joint or co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

6. Transfer of shares.

6.1 The sole shareholder can freely transfer Shares, as long as there is only one shareholder.

6.2 In case there is more than one shareholder, transfer of Shares inter vivos to third parties (including other shareholders) may only be made with the prior approval given in a general meeting of shareholders requiring approval of at least three-quarters of the corporate capital of the Company.

6.3. For all other matters, reference is being made to Articles 189 and 190 of the Law.

7. Management.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by the general meeting of shareholders. If several managers are appointed they will constitute a board of managers. The managers need not to be shareholders and they may be revoked freely at any time and without specific cause.

7.2 The members of the board of managers shall be appointed for a period of up to six years and they shall hold office until their successors are elected. If no term is specified in the appointment, a manager shall be deemed to be appointed for a period of two years. The members of the board of managers may be re-elected without limitation.

7.3 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for the accomplishment of the corporate purpose of the Company, except those expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is authorised to proceed to the payment of interim dividends subject to the condition that interim accounts shall be drawn-up showing that the funds available for distribution are sufficient.

7.4 The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

7.5 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. Subject to other specific provisions elsewhere in these Articles, resolutions of the board of managers are adopted by a simple majority of the votes validly cast. Each member of the board of managers has one vote. The chairman of the board of managers shall have a deciding or casting vote.

7.6 Written resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

7.7 Any member of the board of managers who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting (subject to any requirements as to physical attendance set forth in the rules of procedure referred to in Article 7.8 below). If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg.

7.8 The board of managers may adopt rules of procedure for the board of managers, among others, setting forth procedural rules for meetings and decision making of the board of managers.

8. General meeting of the shareholders.

8.1 The sole shareholder shall exercise all the powers vested with the general meeting of the shareholders within the limits defined by the Law and these Articles.

8.2 All decisions exceeding the powers of the manager or in case of plurality of manager, the board of managers shall be taken by the sole shareholder. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes, kept in a special register at the registered office of the Company.

8.3 In case there is more than one shareholder, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. Resolutions shall be validly adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital. However, resolutions to amend the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's capital, subject to the provisions of the Law.

8.4 General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Any shareholders may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a shareholder, to represent him at a general meeting of shareholders and to vote in his name and stead.

9. Place and Convocation.

9.1 Annual General Meetings of Shareholders may only be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of managers, exceptional circumstances so require. Resolutions can only be validly adopted in a General Meeting of Shareholders held elsewhere if the entire issued share capital is represented.

9.2 General Meetings of Shareholders shall be convened by means of notices sent no later than fifteen days before the meeting by the board of managers to the Shareholders specified in the register referred to in Article 4.

9.3 At General Meetings of Shareholders which have been convened without due observance of the formalities mentioned in Article 9.2, no resolution may be validly adopted unless it is adopted unanimously and the entire issued share capital is represented at the meeting.

10. Chairman, Secretary and Minutes. General Meetings of Shareholders shall be chaired by the person appointed for that purpose by the General Meeting of Shareholders itself. The Chairman shall then appoint a Secretary for that Meeting, which person need not be a Shareholder.

" 11. Financial year - Profits - Reserves.

11.1 The financial year of the Company starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

11.2 Each year on the 31st of December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

11.3 The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit. Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

11.4 In any year in which the general meeting of shareholders respectively the management of the Company resolves to make any distribution, to the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, to the shareholders, be it a dividend distribution, a distribution upon the occurrence of the liquidation of the Company or any other kind of distribution ("Allocations"), such Allocations shall be distributed as follows:

(a) each holder of a Class A Share shall be entitled to pro rata Allocations with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of a Class A Share;

(b) each holder of a Class B Share shall be entitled to pro rata Allocations with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of a Class B Share; and

(c) each holder of a Class C Share shall be entitled to pro rata Allocations with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of a Class C Share.

11.5 After the distribution set out under Article 11.4 above, the balance of the amount distributed shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class C Shares, then if no Class C Shares are in existence, Class B Shares and in such continuation).

11.6 For the avoidance of doubt, the payments to be made under Article 11.4 and 11.5 are to be made on a *pari passu* basis between the holders of the same class of Shares.

11.7 The available share premium account may be distributed to the Shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholders may also decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

11.8 Interim Dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by Article 7.3 above."

12. Dissolution - Liquidation.

12.1 In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by Article 142 of the Law. The liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

12.2 The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in accordance with the distribution mechanism as set out in Articles 11.4 and 11.5 above.

13. Definitions. Available Amount:

Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class(es) of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of

law or of the Articles, each time as set out in the relevant interim accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable share premium and other freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class(es) of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles

14. General provisions. As regards the matters which are not specified in the present Articles, the shareholders refer and submit of the provisions of the Law."

Follows German Version of Articles of Association

Aktuelle Satzung Knightrider S.a r.l. (deutsche Version) zum 14. August 2013

1. Bezeichnung - Dauer - Sitz.

1.1 Es wird hiermit zwischen dem/n gegenwärtigen Eigentümer(n) der Anteile, die nachstehend geschaffen werden, und all jenen die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (nachfolgend die „Gesellschaft“) gegründet, welche den bestehenden Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen (nachfolgend das „Gesetz“) sowie der vorliegenden Satzung (nachfolgend die „Satzung“) unterliegt.

1.2 Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „Knightrider S.á r.l.“.

1.3 Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

1.4 Der Gesellschaftssitz ist in Luxemburg. Er kann durch einen, in einer für Satzungsänderungen notwendigen Art und Weise gefassten, Beschluss der Gesellschafter, in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Er darf innerhalb derselben Gemeinde, durch einen Beschluss des Vorstands der Gesellschaft, verlegt werden. Durch einen einfachen Beschluss des Vorstands, kann die Gesellschaft Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften, Agenturen oder Verwaltungsstellen im Großherzogtum Luxemburg sowie auch im Ausland errichten.

2. Zweck.

2.1 Der Zweck der Gesellschaft liegt im Halten von Beteiligungen und Anteilen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, deren Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, und die Übertragung durch Verkauf, Austausch oder auf andere Weise von Anteilen, Obligationen, Schuldverschreibungen, Scheinen und anderen Wertpapieren jeglicher Art, sowie der Besitz, die Verwaltung, die Entwicklung und das Management des Portfolios.

2.2 Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeglicher finanzieller, industrieller oder kommerzieller Gesellschaften beteiligen und kann Tochtergesellschaften, verbundenen Gesellschaften oder jeder anderen Gesellschaft, die derselben Gruppe angehört, durch Kredite, Garantien oder auf andere Art jegliche Unterstützung geben.

2.3 Die Gesellschaft kann sich auf jede mögliche Art und Weise verschulden und privat Obligationen, Scheine, Wertpapiere, Schuldverschreibungen und Zertifikate ausgeben.

2.4 Im Allgemeinen kann die Gesellschaft Kontroll- und Aufsichtsmaßnahmen durchführen und jede Art finanzieller, kommerzieller und industrieller Operationen tätigen, ob bezüglich Immobilienvermögen oder anderem Vermögen, welche sie zur Verwirklichung und Entwicklung ihres Zweckes für nützlich erachtet.

3. Kapital - Anteile.

3.1 Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt einmillioneinhundert undfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 1.125.000,-), repräsentiert durch voll eingezahlte Anteile, und ist eingeteilt in:

(a) dreihundertundfünfundsiebzigtausend (375.000) Klasse A Anteile zu einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die „Klasse A Anteile“); und

(b) dreihundertundfünfundsiebzigtausend (375.000) Klasse B Anteile zu einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die „Klasse B Anteile“); und

(c) dreihundertundfünfundsiebzigtausend (375.000) Klasse C Anteile zu einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) (die „Klasse C Anteile“).

3.2 Die Klasse A Anteile, die Klasse B Anteile und die Klasse C Anteile sollen nachfolgend gemeinsam als die „Anteile“ und jeder einzeln als ein „Anteil“ bezeichnet werden.

3.3 Zusätzlich zu dem ausgegebenen Kapital, kann ein Beitragskonto eingerichtet werden auf welches jede Prämie, die zusätzlich zum Nennwert eines Anteils gezahlt wurde, überwiesen wird. Die Summe auf dem Beitragskonto kann für die Bezahlung von Anteilen verwendet werden, die die Gesellschaft von ihrem/n Gesellschafter(n) zurückkauft, um einge-

tretenen Nettoverluste auszugleichen, um Ausschüttungen an die/den Gesellschafter in Form einer Dividende vorzunehmen oder um Finanzmittel für die gesetzlichen Rücklagen bereitzustellen.

3.4 Jeder Anteil berechtigt zur Abgabe einer Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Generalversammlungen der Gesellschafter.

3.5 Das Gesellschaftskapital kann durch einen, in einer für Satzungsänderungen notwendigen Art und Weise gefassten, Beschluss der Gesellschafter, erhöht oder verringert werden.

3.6 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann verringert werden durch die Einziehung von Anteilen, inklusive einer Einziehung einer gesamten oder mehrerer Anteilsklassen durch den Rückkauf und die Einziehung aller ausgegebenen Anteile einer solchen Klasse. Im Falle von Rückkäufen oder Einziehungen von Anteilsklassen, sollen solche Einziehungen und Rückkäufe in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (beginnend mit den Klasse C Anteilen) getätigt werden.

3.7 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals durch den Rückkauf und die Einziehung einer Anteilsklasse (in der Reihenfolge wie oben vorgeschrieben), soll eine solche Aktienklasse den jeweiligen Gesellschaftern ein anteiliges Recht an ihrer Beteiligung in einer solchen Klasse oder mehreren Klassen bis zu dem verfügbaren Betrag geben, begrenzt mit dem gesamten Einziehungsbetrag wie durch die Generalversammlung der Gesellschafter bestimmt (der „Gesamte Einziehungsbetrag“), und die Gesellschafter der Anteile der zurückgekauften und eingezogenen Anteilsklasse sollen von der Gesellschaft einen Betrag erhalten, der dem Einziehungswert Pro Anteil für jeden Anteil (wie unten definiert) der jeweiligen, von ihnen gehaltenen und eingezogenen Klasse, entspricht. Der Einziehungswert Pro Anteil soll berechnet werden indem der Gesamte Einziehungsbetrag durch die Anzahl der ausgegebenen Anteile in der zurückgekauften und eingezogenen Anteilsklasse dividiert wird (der „Einziehungswert Pro Anteil“).

3.8 Der Gesamte Einziehungsbetrag für jede Anteilsklasse soll ein Betrag sein, der durch den Vorstand definiert und durch die Generalversammlung der Gesellschafter auf der Grundlage des jeweiligen Zwischenabschlusses genehmigt wurde. Der Gesamte Einziehungsbetrag für jede der Klassen C und B soll der verfügbare Betrag der jeweiligen Klasse(n) zum Zeitpunkt der Einziehung der jeweiligen Klasse(n) sein, sofern die Generalversammlung der Gesellschafter, auf eine Art und Weise wie sie zu einer Änderung dieser Satzung notwendig ist, nichts anderes beschließt, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamte Einziehungsbetrag nie höher ist als der verfügbare Betrag.

3.9 Nach dem Rückkauf und der Einziehung der Anteile der jeweiligen Klasse, wird der Einziehungswert Pro Anteil fällig und zahlbar durch die Gesellschaft.

4. Register der Gesellschafter.

4.1 Der Vorstand soll ein Register führen, in welches der Name und die Adresse jedes Gesellschafters eingetragen wird, gemeinsam mit der Anzahl der Anteile, die an ihn ausgegeben wurden und dem eingezahlten Betrag für jeden Anteil.

4.2 Das Register soll ebenfalls die Namen und Adressen der Personen enthalten, die der Gesellschaft mitgeteilt wurden weil sie ein Pfandrecht oder Genussrecht an diesen Anteilen haben, und die Angabe darüber ob die Stimmrechte die diesen Anteilen anhaften diesen Personen gewährt werden.

5. Mehrere Begünstigte. Die Gesellschaft anerkennt nur einen Halter pro Anteil. Alle Gesamt- oder Miteigentümer sollen einen einzigen Vertreter bestimmen, der diese gegenüber der Gesellschaft vertreten soll.

6. Übertragung von Anteilen.

6.1 Der alleinige Gesellschafter kann Anteile frei übertragen, solange es immer nur einen Gesellschafter gibt.

6.2 Für den Fall, dass es mehr als einen Gesellschafter gibt, kann eine Übertragung von Anteilen inter vivos an dritte Parteien (inklusive der anderen Gesellschafter) nur nach vorheriger Zustimmung der Generalversammlung der Gesellschafter, in der mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten sein müssen, erfolgen.

6.3 Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes verwiesen.

7. Verwaltung.

7.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet, die durch die Generalversammlung der Gesellschafter ernannt werden. Wenn mehrere Geschäftsführer ernannt werden, bilden diese einen Vorstand. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter sein und können jeder Zeit und ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

7.2 Die Mitglieder des Vorstands werden für einen Zeitraum von bis zu sechs Jahren ernannt und sie sollen ihr Amt bis zur Wahl ihrer Nachfolger innehaben. Wenn in der Ernennung kein bestimmter Zeitraum angegeben wurde, so gilt ein Geschäftsführer als für einen Zeitraum von zwei Jahren ernannt. Die Mitglieder des Vorstands können ohne Beschränkung wiedergewählt werden.

7.3 Der Geschäftsführer, oder im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand wird mit den weitgehendsten Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen auszuführen die zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, bis auf solche, die durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind. Der Geschäftsführer, oder im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand ist dazu ermächtigt die Ausschüttung von Zwischendividenden vorzunehmen, vorausgesetzt dass die erstellten Zwischenabschlüsse zeigen, dass das zur Ausschüttung verfügbare Vermögen ausreichend ist.

7.4 Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers, und, im Falle mehrerer Geschäftsführer, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Vorstands rechtswirksam verpflichtet.

7.5 Der Geschäftsführer, oder im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben an einen oder mehrere Ad-hoc-Beauftragte delegieren. Vorausgesetzt es gibt keine anderen speziellen Bestimmungen an anderer Stelle in dieser Satzung, werden die Beschlüsse des Vorstands mit einer einfachen Mehrheit der gültigen abgegebenen Stimmen gefasst. Jedes Mitglied des Vorstands hat eine Stimme. Der Vorsitzende des Vorstands soll die entscheidende oder ausschlaggebende Stimme haben.

7.6 Schriftliche Beschlüsse, welche von allen Mitgliedern des Vorstands unterzeichnet sind, gelten als genauso gültig und wirksam, als wenn sie während einer korrekt einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasst worden wären. Solche Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien eines identischen Beschlusses erscheinen und sie können durch Brief, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel nachgewiesen werden.

7.7 Jedes Mitglied des Vorstands, welches an einer Versammlung des Vorstands mittels Kommunikationsgerät (einschließlich Telefon) teilnimmt, welches es den anderen Mitgliedern des Vorstands, die zu einer solchen Versammlung anwesend sind (ob persönlich, durch Vollmacht oder ebenfalls mittels Kommunikationsgerät) erlaubt, es jederzeit zu hören und von den anderen Mitgliedern gehört zu werden, soll als bei dieser Versammlung anwesend gelten und soll bei der Aufstellung des Quorums berücksichtigt werden und soll das Recht haben seine Stimme abzugeben bezüglich der Themen die in einer solchen Versammlung behandelt werden (vorbehaltlich allfälliger physischer Anwesenheitserfordernisse wie in den Verfahrensregeln unter Artikel 7.8 unten ausgeführt). Wenn ein Beschluss im Wege einer Telefonkonferenz gefasst wird, gilt der Beschluss als in Luxemburg gefasst.

7.8 Der Vorstand kann Verfahrensregeln für den Vorstand erlassen, unter anderem, Verfahrensregeln für Versammlungen und Entscheidungsfindung des Vorstands.

8. Generalversammlung der Gesellschafter.

8.1 Der alleinige Gesellschafter ist mit allen Befugnissen der Generalversammlung der Gesellschafter ausgestattet, innerhalb der Grenzen des Gesetzes und dieser Satzung.

8.2 Alle Entscheidungen die die Befugnisse des Geschäftsführers, oder im Falle mehrerer Geschäftsführer, des Vorstands überschreiten, sollen von dem alleinigen Gesellschafter getroffen werden. Solche Entscheidungen sollen schriftlich gefasst und in ein Protokoll aufgenommen werden und in einem speziellen Register am Gesellschaftssitz aufbewahrt werden.

8.3 Wenn es mehr als einen Gesellschafter gibt, sollen Beschlüsse der Gesellschafter in einer Generalversammlung gefasst werden oder durch schriftliche Beratung auf Initiative der Geschäftsführung. Beschlüsse können durch Gesellschafter, die mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals repräsentieren, gültig gefasst werden. Jedoch können Beschlüsse, durch welche die Satzung der Gesellschaft abgeändert werden soll, nur durch die Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, gefasst werden, vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes.

8.4 Generalversammlungen der Gesellschafter sollen in Luxemburg abgehalten werden. Gesellschafter können, durch eine schriftliche Vollmacht, eine andere Person, die kein Gesellschafter sein muss, dazu ermächtigen, sie auf einer Generalversammlung der Gesellschafter zu vertreten und in ihrem Namen und an ihrer Stelle abzustimmen.

9. Ort und Einberufung.

9.1 Jährliche Generalversammlungen der Gesellschafter können nur dann im Ausland abgehalten werden, wenn nach absolutem und endgültigem Urteil des Vorstands, außergewöhnliche Situationen dies erfordern. Beschlüsse können in einer Generalversammlung, die anderswo abgehalten wird, nur gültig gefasst werden, wenn das gesamte ausgegebene Anteilskapital vertreten ist.

9.2 Generalversammlungen der Gesellschafter können durch Ladungen einberufen werden, die nicht später als fünfzehn Tage vor der Versammlung durch den Vorstand an die Gesellschafter geschickt werden, die im Register, wie in Artikel 4 erwähnt, aufgelistet sind.

9.3 Während Generalversammlungen, die nicht unter Berücksichtigung der Formalitäten wie in Artikel 9.2 erwähnt, einberufen wurden, können keine Beschlüsse gültig gefasst werden, es sei denn sie werden einstimmig gefasst und das gesamte ausgegebene Anteilskapital ist während der Versammlung vertreten.

10. Vorsitzender, Schriftführer und Protokoll. Generalversammlungen der Gesellschafter sollen unter dem Vorsitz einer Person, die hierfür durch die Generalversammlung der Gesellschafter selbst ernannt wurde, stattfinden. Der Vorsitzende soll dann einen Schriftführer für diese Versammlung ernennen, welcher ein Gesellschafter sein muss.

11. Geschäftsjahr - Gewinn - Reserven.

11.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

11.2 Jedes Jahr, am 31. Dezember, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt.

11.3 Das Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und Gebühren, der Abschreibungen, der Rückstellungen und Steuern, stellt den Nettogewinn dar. Fünf Prozent (5%) dieses Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist nicht mehr obligatorisch sobald der Reservefonds zehn Prozent (10%) des

Gesellschaftskapitals beträgt aber der Abzug muss bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds wieder aufgenommen werden, wenn dieser zu irgendeinem Zeitpunkt, aus welchen Gründen auch immer, vermindert wurde.

11.4 In einem Jahr, in dem die Generalversammlung der Gesellschafter, respektive der Vorstand der Gesellschaft beschließt, eine Ausschüttung an die Gesellschafter vorzunehmen, sofern genügend Vermögen auf dem Level der Gesellschaft zur Ausschüttung vorhanden ist und sofern dies nach dem Gesetz und der gegenwärtigen Satzung zulässig ist, sei es eine Dividendenausschüttung, eine Ausschüttung nach der Auflösung der Gesellschaft oder jede andere Art von Ausschüttung („Zuteilungen“), sollen solche Zuteilungen wie folgt ausgeschüttet werden:

- (a) jeder Halter eines Klasse A Anteils soll ein Recht auf anteilige Zuteilungen haben, in Bezug auf ein solches Jahr zu einem Betrag von nullkomma- fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nennwerts eines Klasse A Anteils; und
- (b) jeder Halter eines Klasse B Anteils soll ein Recht auf anteilige Zuteilungen haben, in Bezug auf ein solches Jahr zu einem Betrag von nullkomma- dreißig Prozent (0,30%) des Nennwerts eines Klasse B Anteils; und
- (c) jeder Halter eines Klasse C Anteils soll ein Recht auf anteilige Zuteilungen haben, in Bezug auf ein solches Jahr zu einem Betrag von nullkomma- fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nennwerts eines Klasse C Anteils.

11.5 Nach einer Ausschüttung nach Artikel 11.4 oben, soll der Rest des ausgeschütteten Betrages in seiner Gesamtheit auf die Halter der letzten Klasse in der umgekehrten alphabetischen Reihenfolge, aufgeteilt werden (i.e. zuerst Klasse C Anteile, dann wenn es keine Klasse C Anteile mehr gibt, Klasse B Anteile und so weiter).

11.6 Um Zweifel auszuschließen, sollen die nach Artikel 11.4 und 11.5 vorzunehmenden Zahlungen auf einer gleichrangigen Basis zwischen den Haltern der selben Klasse von Anteilen erfolgen.

11.7 Ein vorhandenes Anteils-Beitragskonto kann an die Gesellschafter ausgeschüttet werden nach einer Entscheidung der Generalversammlung der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Vorschriften hiernach. Die Generalversammlung der Gesellschafter kann ebenfalls entscheiden, dass ein Betrag aus dem Anteils-Beitragskonto dem gesetzlichen Reservefonds zugewiesen wird.

11.8 Zwischendividenden können im Einklang mit den Bedingungen und Konditionen gemäß Artikel 7.3 oben ausgeschüttet werden.

12. Liquidation - Auflösung.

12.1 Im Fall der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen, ernannt durch die Versammlung der Gesellschafter mit der Mehrheit wie in Artikel 142 des Gesetzes bestimmt. Die Liquidatoren verfügen über die weitgehendsten Befugnisse zur Veräußerung der Aktiva und Begleichung der Verpflichtungen.

12.2 Der Überschuss nach der Realisierung der Aktiva und der Begleichung der Verpflichtungen wird an die Gesellschafter im Einklang mit den Verteilungsmechanismen gemäß Artikel 11.4 und 11.5 oben verteilt.

13. Definitionen. Verfügbarer Betrag bedeutet:

Bezeichnet die Gesamtheit des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvorträge) erhöht durch (i) alle frei ausschüttbaren Agioreserven und anderen frei ausschüttbaren Reserven und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Reduzierung des Anteilskapitals und der gesetzlichen Reserve in Bezug auf die Klasse(n) von Anteilen die eingezogen werden aber verringert um (i) jegliche Verluste (einschließlich Verlustvorträge) und (ii) jede Summe, die in eine oder mehrere Reserve(n) gegeben werden muss gemäß den gesetzlichen oder satzungsmäßigen Erfordernissen, jederzeit wie in dem jeweiligen Zwischenabschluss (ohne, um Zweifel auszuräumen, jegliche doppelte Erfassung) sodass:

$$VB = (NG + R + RA) - (V + SR)$$

Wobei:

VB = Verfügbarer Betrag

NG = Nettogewinn (einschließlich Gewinnvorträge)

R = alle frei ausschüttbaren Agioreserven und anderen frei ausschüttbaren Reserven

RA = Betrag der Reduzierung des Anteilskapitals und der gesetzlichen Reserve in Bezug auf die Klasse(n) von Anteilen die eingezogen werden

V = Verluste (einschließlich Verlustvorträge)

SR = jede Summe, die in eine oder mehrere Reserve(n) gegeben werden muss gemäß den gesetzlichen oder satzungsmäßigen Erfordernissen

14. Allgemeine Bestimmungen. In Bezug auf alle Punkte, die in der gegenwärtigen Satzung nicht behandelt werden, verweisen die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 octobre 2013. Relation: EAC/2013/12756.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2013139867/822.

(130170246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

NXMH SARL B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 180.534.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth day of September,

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED

Metis Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116.152,

here represented by Mrs Alexia UHL, private employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, has requested the notary to act the following:

- the appearing party is the sole shareholder of NXMH B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), incorporated under the laws of the Netherlands, having its statutory registered seat in Amsterdam, the Netherlands, and its business address at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Dutch trade register of the Chamber of Commerce of Amsterdam, the Netherlands, under number 34369409 and incorporated on 8 December 2012 (the "Company"); and

- the board of directors of the Company has resolved, among others, (i) to transfer the Company's sole business address and the effective place of management of the Company from The Netherlands to Luxembourg and (ii) to comply with Luxembourg law and perform any acts which are necessary as a matter of Luxembourg law in the context of the above transfer.

Thereupon, the appearing party representing the whole share capital of the Company requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder of the Company resolves to approve the transfer of the Company's sole business address and of the effective place of management of the Company from The Netherlands to Luxembourg.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder of the Company resolves to transfer the central administration (administration centrale) of the Company (but not the statutory registered seat (siege social statutaire)) from The Netherlands to Luxembourg with immediate effect and to set the central administration (administration centrale) of the Company (but not the statutory registered seat (siege social statutaire)) at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Third resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder of the Company resolves that the Company shall operate in the Grand Duchy of Luxembourg in the form of a Luxembourg "société à responsabilité limitée" but under the understanding that the Company shall continue to be regarded under the laws of The Netherlands as a validly incorporated Dutch company, and that the Company continues its corporate existence in Luxembourg and The Netherlands under the name "NXMH SARL B.V. ".

Fourth resolution

The sole shareholder of the Company resolves to approve the opening balance sheet of the Company; such opening balance sheet will remain attached to the present deed.

Fifth resolution

The sole shareholder of the Company resolves to fix the share capital of the Company at one hundred thirty-four thousand Euro (EUR 134,000.-) divided into one hundred thirty-four thousand (134,000.-) shares, each share with a nominal value of one Euro (EUR 1.-), fully paid-up.

The sole shareholder of the Company produced a valuation report drawn up by the Luxembourg management board of the Company on 26 September 2013 (the "Valuation Report") on the basis of the Company's interim accounts as of September 17, 2013 (the "Interim Accounts"), according to which the current net value of the assets of the Company is

sixty-five million one hundred seventy-two thousand one hundred and thirteen Euros (EUR 65,172,113) and is in no case below the legal minimum foreseen by Luxembourg Company Law.

Copy of the Valuation Report and of the Interim Accounts, after having been signed *ne varietur* by the proxy-holder acting on behalf of the Sole shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with this deed with the registration authorities.

The sole shareholder of the Company further declares that the share capital of the Company is fully owned by the sole shareholder.

Sixth resolution

The sole shareholder of the Company resolves to proceed for the purposes of article 159 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended, but under the understanding that the Company shall continue to be regarded under the laws of The Netherlands as a validly incorporated Dutch company, to an adaptation of its articles of association, so as to make them comply with the substantive laws of both the Grand Duchy of Luxembourg and the European part of the Netherlands (the "Articles of Association").

Such Articles of Association are reproduced hereafter:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Art. 1. Definitions.

1.1 In these Articles of Association the following words shall have the following meanings:

a. a "Share":

a share in the capital of the Company;

b. a "Shareholder":

a holder of one or more Shares;

c. the "Shareholders' Body":

the body of the Company consisting of Shareholders entitled to vote;

d. a "General Meeting of Shareholders":

a meeting of Shareholders and other persons entitled to attend meetings of Shareholders;

e. the "Management Board":

the management board of the Company;

f. a "Manager":

a member of the Management Board;

g. a "Board Meeting":

a meeting of the Management Board;

h. "in writing":

by letter, by telecopier, by e-mail, or by a legible and reproducible message otherwise electronically sent, provided that the identity of the sender can be sufficiently established;

i. "Distributable Reserves and Profit":

(i) the net profit of the last financial year or, in respect of interim dividends, the net profit made since the last financial year for which the annual accounts have been duly approved, plus (ii) any profits carried forward and freely distributable reserves (including any share premium), less (iii) losses carried forward, less (iv) any reserves required to be maintained pursuant to the requirements of the Laws or these Articles;

j. "Luxembourg Law":

the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as amended from time to time, including the Companies Law;

k. "Companies Law":

the Luxembourg law of ten August nineteen hundred and fifteen on commercial companies as amended from time to time;

l. "Dutch Law":

the laws of the European part of the Netherlands as amended from time to time, including Book 2 of the Dutch Civil Code;

m. the "Laws":

Dutch Law and Luxembourg Law, including the Companies Law and Book 2 of the Dutch Civil Code. For the avoidance of doubt, in case of any discrepancies between Dutch Law and Luxembourg Law, the Company shall comply with the more restrictive provisions of the relevant Laws;

n. the "Articles":

these articles of association of the Company as amended from time to time;

o. "Aggregate Intrinsic Value":

in respect of each Share, the nominal value of such Share plus any share premium paid on such Share.

1.2 References to Articles shall be deemed to refer to articles of the Articles, unless the contrary is apparent.

1.3 Words importing the singular shall include the plural and vice-versa.

Art. 2. Legal form. Name. Statutory registered seat and Central administration. Duration.

2.1 The Company's name is:

NXMH SARL B.V.

2.2 The Company is a private limited liability company existing for an indefinite period.

2.3 The statutory registered seat of the Company is in Amsterdam, the Netherlands.

2.4 The central administration of the Company is in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Objects. The objects of the Company are:

- a. to incorporate, to participate in any way whatsoever in, to manage, to supervise businesses and companies;
- b. to finance such businesses and companies as referred to under a. above;
- c. to borrow, to lend and to raise funds, including (to the extent permitted under the Laws) the issue of bonds, promissory notes or other securities or evidence of indebtedness as well as to enter into agreements in connection with aforementioned activities;
- d. to render advice and services to businesses and companies with which the Company forms a group;
- e. to grant guarantees, to bind the company and to pledge its assets for obligations of businesses and companies with which it forms a group;
- f. to acquire, alienate, manage and exploit registered property and items of property in general;
- g. to trade in currencies, securities and items of property in general;
- h. to develop and trade in patents, trade marks, licenses, know-how and other industrial property rights; i. to perform any and all activities of an industrial, financial or commercial nature; and to do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

Art. 4. Share capital. Share premium.

4.1 The issued share capital of the Company amounts to one hundred thirty-four thousand Euro (EUR 134,000.-) divided into one hundred thirty-four thousand (134,000.-) Shares, each Share with a nominal value of one Euro (EUR 1.-), numbered consecutively from one onwards.

4.2 The funds received as share premium on the Shares upon issuance of the Shares (if applicable) are allocated to a special reserve (except for those allocated to the Luxembourg Legal Reserve, as defined in Article 13.2). The special reserve is at the free disposal of the Shareholders, or, in accordance with Article 14, the Management Board.

4.3 All Shares shall be registered. No share certificates shall be issued.

4.4 Each Share is indivisible with regard to the Company, which admits only one owner for each of them.

4.5 All the Shares are entitled to distributions in accordance with Article 13.

4.6 The Company shall not be dissolved following the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any Shareholder.

Art. 5. Register of Shareholders. The Management Board shall keep a register of Shareholders at the Company's central administration in which the names and addresses of all Shareholders are recorded.

Art. 6. Issuance of Shares.

6.1 Shares may be issued pursuant to a resolution of the Shareholders' Body.

6.2 Upon issuance of Shares, Shareholders shall have no right of pre-emption.

Art. 7. Own Shares; Reduction of the Issued Capital.

7.1 The Company and its subsidiaries may acquire fully paid in Shares with due observance of the Laws.

7.2 The Shareholders' Body may resolve to reduce the Company's issued capital in accordance with the Laws.

Art. 8. Composition of the Management Board.

8.1 The Management Board shall consist of three or more Managers, a majority of which shall be resident in the Grand Duchy of Luxembourg and are not necessarily Shareholders, appointed by the Shareholders' Body with or without limitation to their period of office. The number of Managers and their remuneration shall be fixed by the General Meeting of Shareholders.

8.2 A Management Board member may be dismissed by the Shareholders' Body at any time.

Art. 9. Procedure of Board Meetings.

9.1 The Managers may elect amongst themselves a person who will act as the chairman of the Management Board. In the absence of the chairman, another Manager may preside over the Board Meeting. The chairman shall be responsible for supervising the compliance of the board proceedings with the terms of this Article 9 and in chairing Board Meetings.

9.2 Unless stated otherwise in these Articles, the Managers may regulate their proceedings as they think fit. No business may be transacted at a Board Meeting unless the meeting is held in the Grand Duchy of Luxembourg.

9.3 The chairman or any Manager may call a Board Meeting as often as the interest of the Company so requires with a notice of not less than one clear day. The notice period may be waived provided that all the Managers are attending the Board Meeting in person or by proxy holder, or, if not attending, confirm their agreement for the Board Meeting to be held validly without notice. The notice, which may be sent by courier, registered or simple mail, electronic mail or fax, will provide in reasonable detail the matters to be discussed at the Board Meeting together with copies of any relevant papers to be discussed at the Board Meeting.

9.4 Board Meetings are quorate if at least two Managers are present or represented at the Board Meeting and are physically present in the Grand Duchy of Luxembourg.

9.5 Any Manager may participate in any Board Meeting by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the Board Meeting to hear one another provided that each such Manager is physically present in the Grand Duchy of Luxembourg at the relevant time. The participation in a Board Meeting by these means is equivalent to a participation in person at such Board Meeting.

9.6 If a Manager is unable to attend a Board Meeting, he may give a written proxy to another Manager who will be physically present at the Board Meeting in order for such proxy holder to vote in his name at the Board Meeting.

9.7 Resolutions of the Management Board in a Board Meeting are validly passed if a simple majority of the Managers that are present or represented vote in favour of the resolution. Each Manager is entitled to one vote unless he also acts as a proxy holder, in which case he has one additional vote per proxy.

9.8 The resolutions of the Management Board will be recorded in minutes signed by the chairman and/or the secretary, and held at the central administration of the Company. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the Board Meeting or any Manager.

9.9 Circular resolutions signed by all Managers will be as valid and effective as if passed at a Board Meeting duly convened and held provided that each Manager so signing is present in the Grand Duchy of Luxembourg at the time of signature. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature.

Art. 10. Powers of the Management Board. Delegation of powers. Representation.

10.1 The Management Board shall be entrusted with the management of the Company.

10.2 The Management Board represents the Company towards third parties and any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Management Board. In performing their duties, the Managers shall act in accordance with the interests of the Company and of the business connected with it. Without prejudice to paragraph 3 of this Article, the Company is bound by the joint signature of any two (2) Managers.

10.3 The Management Board may also appoint attorneys of the Company who are entitled to bind the Company by their sole signature, but only within the limits to be determined by the Management Board and set out in the power of attorney. There may be no overall delegation of all or substantially all management powers to any third party.

Art. 11. Vacancy or Inability to Act.

11.1 If a seat is vacant on the Management Board or a Management Board member is unable to perform his duties, the remaining Management Board members shall be temporarily entrusted with the management of the Company. The Shareholders' Body may decide to dismiss the relevant Management Board member and appoint a new Management Board member.

11.2 If all Management Board members are absent or prevented from performing their duties, the Shareholders' Body shall dismiss the relevant Management Board members and shall appoint persons for their replacement.

Art. 12. Financial Year and Annual Accounts.

12.1 The Company's financial year shall commence on the thirteenth day of August and end on the twelfth day of August of the succeeding year.

12.2 Annually, not later than five months after the end of the financial year, the Management Board shall prepare annual accounts and deposit the same for inspection by the Shareholders at the Company's office.

12.3 Within the same period, the Management Board shall also deposit the annual report for inspection by the Shareholders.

12.4 The annual accounts shall consist of a balance sheet, a profit and loss account and explanatory notes.

12.5 The annual accounts shall be signed by the Management Board members. If the signature of one or more of them is missing, this shall be stated and reasons for this omission shall be given.

12.6 The Company may, and if any of the Laws so require shall, appoint an auditor to audit the annual accounts. Such appointment shall be made by the Shareholders' Body.

12.7 The Shareholders' Body shall adopt the annual accounts.

12.8 The Shareholders' Body may grant full or limited discharge to the Management Board members for the management pursued.

Art. 13. Profits and Distributions.

13.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

13.2 Each year, five per cent of the net profit will be transferred to a specific reserve (the Luxembourg Legal Reserve). This deduction ceases to be compulsory when the Luxembourg Legal Reserve amounts to one tenth of the nominal capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time, it has been reduced below such proportion. The balance, after allocation to the Luxembourg Legal Reserve (if any), is at the disposal of the Shareholders' Body or in accordance with Article 14, the Management Board.

13.3 Distributions on Shares may be made only up to an amount which does not exceed the amount of the Distributable Reserves and Profit and in accordance with the Laws. All of the Shares are entitled to distributions pro rata to their respective Aggregate Intrinsic Values.

13.4 In calculating the amount of any distribution on Shares, Shares held by the Company shall be disregarded.

Art. 14. (Interim) Distributions. The Management Board is authorised to pay, as often as it deems appropriate and at any moment in time during the financial year, interim distributions on the Shares in accordance with Article 13 subject only to following conditions:

(i) the Management Board may only take the decision to make interim distributions only on the basis of interim accounts which may be unaudited;

(ii) the date of the interim accounts may not be dated earlier than four weeks prior to the date of the relevant Board Meeting;

(iii) the Management Board may only use Distributable Reserves and Profit as shown in the relevant interim accounts to pay out any interim dividend; and

(iv) the resolution of the Management Board to make such interim distribution has to indicate from which reserve(s) the interim distribution is made.

Art. 15. General Meetings of Shareholders.

15.1 The annual General Meeting of Shareholders shall be held within six months after the end of the financial year.

15.2 Other General Meetings of Shareholders shall be held as often as the Management Board deems such necessary.

15.3 Shareholders representing in the aggregate at least one-tenth of the Company's issued capital may request the Management Board to convene a General Meeting of Shareholders, stating specifically the subjects to be discussed. If the Management Board has not given proper notice of a General Meeting of Shareholders within four weeks following receipt of such request such that the meeting can be held within six weeks after receipt of the request, the applicants shall be authorized to convene a meeting themselves.

Art. 16. Notice, Agenda and Venue of Meetings.

16.1 Notice of General Meetings of Shareholders shall be given by the Management Board. Furthermore, notice of General Meetings of Shareholders may be given by Shareholders representing in the aggregate at least half of the Company's issued capital, without prejudice to the provisions of Article 15.3.

16.2 Notice of the meeting shall be given no later than on the fifteenth day prior to the day of the meeting.

16.3 The notice of the meeting shall specify the subjects to be discussed. Subjects which were not specified in such notice may be announced at a later date, with due observance of the term referred to in Article 16.2.

16.4 A subject for discussion of which discussion has been requested in writing not later than thirty days before the day of the meeting by one or more Shareholders who individually or jointly represent at least one percent of the Company's issued capital, shall be included in the notice or shall be notified in the same way as the other subjects for discussion, provided that no important interest of the Company dictates otherwise.

16.5 The notice of the meeting shall be sent by letters to the addresses of the Shareholders shown in the register of Shareholders. Instead of through notice letters, any Shareholder that gives his consent, may be sent notice of the meeting by means of a legible and reproducible message electronically sent to the address stated by him for this purpose to the company.

16.6 General Meetings of Shareholders are held in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. General Meetings of Shareholders may also be held elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg, but in that case valid resolutions of the Shareholders' Body may only be adopted if all of the Company's issued capital is represented.

Art. 17. Admittance and Rights at Meetings.

17.1 Each Shareholder shall be entitled to attend the General Meetings of Shareholders, to address the meeting and to exercise his voting rights. Shareholders may be represented in a meeting by a proxy authorized in writing.

17.2 At a meeting, each person present with voting rights must sign the attendance list. The chairperson of the meeting may decide that the attendance list must also be signed by other persons present at the meeting.

17.3 The Management Board members shall, as such, have the right to give advice in the General Meetings of Shareholders.

17.4 The chairperson of the meeting shall decide on the admittance of other persons to the meeting.

Art. 18. Chairperson and Secretary of the Meeting.

18.1 The chairperson of a General Meeting of Shareholders shall be appointed by more than half of the votes cast by the persons with voting rights present at the meeting.

Until such appointment is made, a Management Board member shall act as chairperson, or, if no Management Board member is present at the meeting, the eldest person present at the meeting shall act as chairperson.

18.2 The chairperson of the meeting shall appoint a secretary for the meeting.

Art. 19. Minutes; Recording of Shareholders' Resolutions.

19.1 The secretary of a General Meeting of Shareholders shall keep minutes of the proceedings at the meeting. The minutes shall be adopted by the chairperson and the secretary of the meeting and as evidence thereof shall be signed by them.

19.2 The Management Board shall keep record of all resolutions adopted by the Shareholders' Body. If the Management Board is not represented at a meeting, the chairperson of the meeting shall ensure that the Management Board is provided with a transcript of the resolutions adopted, as soon as possible after the meeting. The records shall be deposited at the Company's central administration for inspection by the Shareholders. On application, each of them shall be provided with a copy of or an extract from the records.

Art. 20. Adoption of Resolutions in a Meeting.

20.1 Each Share confers the right to cast one vote.

20.2 Subject to Article 21.2 and to the extent that any of the Laws or these Articles do not require a qualified majority, all resolutions of the Shareholders' Body shall be adopted by more than half of the votes cast.

20.3 If there is a tie in voting, the proposal shall be deemed to have been rejected.

20.4 If the formalities for convening and holding of General Meetings of Shareholders, as prescribed by any of the Laws or the Articles, have not been complied with, valid resolutions of the Shareholders' Body may only be adopted in a meeting, if in such meeting all of the Company's issued capital is represented and such resolution is carried by unanimous vote.

20.5 In the Shareholders' Body, no voting rights may be exercised for any Share held by the Company or a subsidiary.

Art. 21. Amendment of the Articles.

21.1 The Shareholders' Body may resolve to amend the Articles. When a proposal to amend the Articles is to be made at a General Meeting of Shareholders, the notice of such meeting must state so and a copy of the proposal, including the verbatim text thereof, shall be deposited and kept available at the Company's central administration for inspection by the Shareholders, until the conclusion of the meeting.

21.2 Any resolution to amend these Articles needs to be passed by a majority of Shareholders representing at least three quarters of the entire issued share capital.

Art. 22. Dissolution and Liquidation.

22.1 The Company may be dissolved pursuant to a resolution to that effect by the Shareholders' Body. When a proposal to dissolve the Company is to be made at a General Meeting of Shareholders, this must be stated in the notice of such meeting.

22.2 If the Company is dissolved pursuant to a resolution of the Shareholders' Body, the Management Board members shall become liquidators of the dissolved Company's property. The Shareholders' Body may decide to appoint other persons as liquidators.

22.3 During liquidation, the provisions of the Articles shall remain in force to the extent possible.

22.4 The balance remaining after payment of the debts of the dissolved Company (including declared but unpaid dividends, if any) and the expenses of the liquidation, shall be transferred to the Shareholders pro rata the Aggregate Intrinsic Value.

22.5 In addition, the liquidation shall be subject to the relevant provisions of the Laws.

Seventh resolution

The sole shareholder of the Company confirms the appointment of the following managers for an undetermined period:

a. Mr. Jean-Guibert MAHY, born on 20 March 1977 in Anderlecht, Belgium, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

b. Mr. Gregor MCMILLAN, born on 4 April 1970 in London, United Kingdom, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

c. Mr. Manfred ZISSELBERGER, born on 11 July 1949 in Teisnach, Kreis Regen, Germany, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg; and

d. Mr. David WIDART, born on 12 June 1977 in Marche-en-Famenne, Belgium, professionally residing at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Eighth resolution

The sole shareholder of the Company establishes that the first accounting period (financial year) under Luxembourg law will commence on today's date and end on August 12, 2014.

Costs and Expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately six thousand six hundred Euros (EUR 6,600.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille treize, le vingt-sixième jour du mois de septembre;

Par devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

Metis Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.152,

ici représentée par Madame Alexia UHL, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que susmentionné, a requis du notaire d'acter ce qui suit:

- La partie comparante est l'associé unique de NXMH B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social statutaire à Amsterdam, Pays-Bas, et son adresse commerciale au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre néerlandais de la Chambre de Commerce d'Amsterdam, Pays-Bas, sous le numéro 34369409 et constituée le 8 décembre 2012 (la "Société"); et

- le conseil de gérance de la Société a décidé, entre autres, (i) de transférer l'unique adresse commerciale de la Société et le lieu effectif de gestion de la Société des Pays-Bas au Luxembourg et (ii) de se conformer à la loi luxembourgeoise et de réaliser tous les actes qui sont nécessaires au titre de la loi luxembourgeoise dans le cadre du transfert ci-avant mentionné.

Par la suite, la partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique de la Société décide d'approuver le transfert de l'unique adresse commerciale de la Société et du lieu effectif de gestion de la Société, des Pays-Bas au Luxembourg.

Deuxième résolution

En conséquence de la précédente résolution, l'associé unique de la Société décide de transférer l'administration centrale de la Société (mais non son siège social statutaire) des Pays-Bas au Luxembourg avec effet immédiat et d'établir l'administration centrale de la Société (mais non son siège social statutaire) au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Troisième résolution

En conséquence de la précédente résolution, l'associé unique de la Société décide que la Société devra opérer au Grand-Duché du Luxembourg sous la forme d'une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, étant entendu que la Société continuera à être considérée comme étant de droit néerlandais et comme une société néerlandaise valablement constituée, et que la personnalité juridique de la Société se poursuit à Luxembourg et au Pays-Bas sous la dénomination "NXMH SARL B.V."

Quatrième résolution

L'associé unique de la Société décide d'approuver le bilan d'ouverture de la Société; ce bilan d'ouverture restera attaché au présent acte.

Cinquième résolution

L'associé unique de la Société décide de fixer le capital social de la Société à cent trente-quatre mille euros (134.000,- EUR) divisé en cent trente-quatre mille (134.000) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement libérées.

L'associé unique de la Société a produit un rapport d'évaluation établi par le conseil de gérance luxembourgeois de la Société en date du 26 septembre 2013 (le «Rapport d'Evaluation») sur la base des comptes intermédiaires de la Société du 17 septembre 2013 (les «Comptes Intérimaires»), selon lesquels la valeur actuelle de l'actif net de la Société est égale à soixante-cinq millions cent soixante-douze mille cent treize euros et n'est en tout cas pas inférieure au minimum légal requis par la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

Copies du Rapport d'Evaluation et des Comptes Intérimaires, après avoir été signées ne varietur par la mandataire agissant pour le compte de l'associé unique et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées dans le même temps par les autorités en charge de l'enregistrement.

L'associé unique de la Société déclare également que le capital social de la Société est entièrement détenu par l'associé unique.

Sixième résolution

L'associé unique de la Société décide de procéder pour les besoins de l'article 159 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales en date du 10 août 1915 telle que modifiée, étant entendu que la Société continuera à être considérée comme étant de droit néerlandais et comme une société néerlandaise valablement constituée, à une adaptation des statuts, afin de les faire se conformer avec les lois impératives du Grand-Duché du Luxembourg et de la partie européenne des Pays-Bas (les "Statuts"). Les Statuts sont reproduits comme suit:

STATUTS

Art. 1. Définitions.

1.1 Dans ces Statuts les termes suivants ont les significations suivantes:

a. une "Part Sociale":

une part sociale du capital de la Société;

b. un "Associé":

un détenteur d'une ou plusieurs Parts Sociales;

c. l' "Organe des Associés":

l'organe de la Société se composant des Associés ayant le droit de voter;

d. une "Assemblée Générale des Associés":

une assemblée des Associés et autres personnes ayant le droit de participer aux assemblées des Associés;

e. le "Conseil de Gérance":

le conseil de gérance de la Société;

f. un "Gérant":

un membre du Conseil de Gérance;

g. une "Réunion du Conseil":

une réunion du Conseil de Gérance;

h. "par écrit":

par courrier, par télécopieur, par courriel ou par un message lisible et reproductible ou autrement envoyé par voie électronique, sous la condition que l'identité de l'expéditeur puisse être suffisamment établie;

i. "Réserves et Bénéfice Distribuables":

(i) le bénéfice net du dernier exercice financier ou, au titre des dividendes intermédiaires, le bénéfice net réalisé depuis le dernier exercice financier pour lequel les comptes annuels ont été dûment approuvés, plus (ii) tout bénéfice reporté et toutes réserves librement distribuables (incluant toute prime d'émission), moins (iii) les pertes reportées, moins (iv) toutes réserves devant être conservées en vertu des exigences des Lois Applicables ou des présents Statuts;

j. "Loi Luxembourgeoise":

les lois du Grand-Duché du Luxembourg telles que modifiées, incluant la Loi sur les Sociétés;

k. "Loi sur les Sociétés":

la loi luxembourgeoise du dix août mille neuf cent quinze relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée;

l. "Loi Néerlandaise":

les lois de la partie européenne des Pays-Bas, telle que modifiées, incluant le Livre 2 du Code Civil néerlandais;

m. les "Lois Applicables":

la Loi Néerlandaise et la Loi Luxembourgeoise, incluant la Loi sur les Sociétés et le Livre 2 du Code Civil néerlandais. Afin d'éviter toute ambiguïté, en cas de divergences entre la Loi Néerlandaise et la Loi Luxembourgeoise, la Société devra se conformer aux dispositions les plus restrictives des Lois Applicables pertinentes;

n. les "Statuts":

les statuts de la Société, tels que modifiés le cas échéant;

o. "Valeur Intrinsèque Totale":

au titre de chaque Part Sociale, la valeur nominale d'une telle Part Sociale plus toute prime d'émission payée au titre de celle-ci.

1.2 Les références faites aux Articles devront être considérées comme se rapportant aux articles des Statuts de la Société, à moins que le contraire soit apparent.

1.3 Les termes écrits au singulier devront comprendre le pluriel et vice versa.

Art. 2. Forme juridique. Dénomination. Siège statutaire et Administration centrale. Durée.

2.1 La dénomination sociale de la Société est:

NXMH SARL B.V.

2.2 La Société est une société à responsabilité limitée constituée pour une durée indéterminée.

2.3 La Société a son siège social statutaire à Amsterdam (Pays-Bas).

2.4 L'administration centrale de la Société se trouve à Luxembourg-Ville (Grand-Duché du Luxembourg).

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est:

a. de constituer, de participer de quelque manière que ce soit, de gérer, de superviser des entreprises et des sociétés;

b. de financer de telles entreprises et sociétés visées sous a. ci-dessus;

c. d'emprunter, de prêter et de lever des fonds, incluant (dans la mesure où les Lois Applicables le permettent) l'émission d'obligations, de billets à ordre ou autres instruments financiers ou titre de créance ainsi que de conclure des accords en relation avec les activités susvisées;

d. de fournir des conseils et des services aux entreprises et sociétés avec lesquelles la Société forme un groupe;

e. d'accorder des garanties, d'engager la Société et de gager ses avoirs aux fins de garantir les obligations des entreprises et sociétés avec lesquelles elle forme un groupe;

f. d'acquérir, d'aliéner, de gérer et d'exploiter une propriété enregistrée et des éléments de propriété de manière générale;

g. de négocier des devises, instruments financiers et éléments de propriété de manière générale;

h. de développer et négocier des brevets, marques, licences, savoir-faire et autres droits de propriété intellectuelle; i. d'exercer n'importe laquelle ou toutes activités de nature industrielle, financière ou commerciale;

et de faire tout ce qui s'y rapporte ou ce qui y serait en relation à ce titre, l'ensemble devant être interprété dans le sens le plus large possible.

Art. 4. Capital social. Prime d'émission.

4.1 Le capital social émis de la Société s'élève à cent trente-quatre mille euros (134.000,- EUR) divisé en cent trente-quatre mille (134.000,-) Parts Sociales, chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR), numérotées consécutivement à partir de un.

4.2 Les fonds reçus au titre de la prime d'émission des Parts Sociales perçus lors de l'émission des Parts Sociales (si applicable) sont alloués à une réserve spéciale (à l'exception de ceux alloués à la Réserve Légale Luxembourgeoise, telle que définie à l'Article 13.2). La réserve spéciale est à la libre disposition des Associés, ou, conformément à l'article 14, du Conseil d'Administration.

4.3 Toutes les Parts Sociales devront être sous forme nominative. Aucun certificat de part sociale ne devra être émis.

4.4 Chaque Part Sociale est indivisible à l'égard de la Société, qui n'admet qu'un seul propriétaire pour chacune d'entre elles.

4.5 Toutes les Parts Sociales donnent droit aux distributions conformément à l'Article 13.

4.6 Le décès, la suspension des droits civils, la faillite ou l'insolvabilité d'un Associé n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 5. Registre des Associés. Le Conseil d'Administration devra tenir un registre des Associés au lieu de l'administration centrale de la Société dans lequel les noms et adresses des Associés seront enregistrés.

Art. 6. Emission des Parts Sociales.

6.1 Des Parts Sociales pourront être émises suite à une résolution de l'Organe des Associés.

6.2 Lors de l'émission de Parts Sociales, les Associés ne disposeront d'aucun droit de préemption.

Art. 7. Parts Sociales propres. Réduction du Capital Social Emis.

7.1 La Société et ses filiales peuvent acquérir des Parts Sociales entièrement libérées dans le respect des dispositions des Lois Applicables.

7.2 L'Organe des Associés peut décider de réduire le capital social émis de la Société conformément aux Lois Applicables.

Art. 8. Composition du Conseil de Gérance de Gérance.

8.1 Le Conseil de Gérance sera composé d'au moins trois Gérants ou plus, dont la majorité devra résider au Grand-Duché du Luxembourg, qui ne devront pas nécessairement être des Associés, nommés par l'Organe des Associés avec un mandat à durée déterminée ou indéterminée. Le nombre des Gérants et leur rémunération seront déterminés par l'Assemblée Générale des Associés.

8.2 Un membre du Conseil de Gérance peut être révoqué à tout moment par l'Organe des Associés.

Art. 9. Déroulement des Réunions du Conseil de Gérance.

9.1 Les Gérants peuvent élire parmi eux une personne qui agira comme président du Conseil de Gérance. En l'absence du président, un autre Gérant peut présider la Réunion du Conseil. Le président sera chargé de veiller à ce que le Conseil se déroule conformément aux dispositions du présent Article 9 et de présider les Réunions du Conseil.

9.2 Sauf indication contraire dans les présents Statuts, les Gérants peuvent organiser leurs délibérations de la manière qui leur semble la plus appropriée. Aucune transaction ne peut être conclue lors d'une Réunion du Conseil à moins que la réunion ait lieu au Grand-Duché du Luxembourg.

9.3 Le président ou tout Gérant peut convoquer une Réunion du Conseil aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige par notification qui ne soit pas inférieure à un jour franc. Le délai de notification peut être écarté sous réserve que tous les Gérants soient présents ou représentés par un mandataire à la Réunion du Conseil, ou en cas d'absence, s'ils confirment que la Réunion du Conseil peut valablement se tenir sans notification. La notification, qui peut être envoyée par courrier, par lettre simple ou recommandée, courriel électronique ou fax, fournira de manière suffisamment détaillée les points devant être discutés pendant la Réunion du Conseil, ainsi que les copies de tous documents pertinents devant être discutés à la Réunion du Conseil.

9.4 Le quorum des Réunions du Conseil est atteint si au moins deux Gérants sont présents ou représentés à la Réunion du Conseil et sont physiquement présents sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg.

9.5 Tout Gérant peut participer à la Réunion du Conseil par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tous autres moyens similaires permettant aux personnes prenant part à la Réunion du Conseil de s'écouter l'un l'autre, sous condition qu'au moment concerné, chacun de ces Gérants soient physiquement présents sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg. La participation à une Réunion du Conseil de Gérance équivaut à une participation en personne de ladite Réunion du Conseil.

9.6 Si un Gérant ne peut pas être présent à la Réunion du Conseil, il peut donner une procuration écrite à un autre Gérant qui sera physiquement présent à la Réunion du Conseil afin que celui-ci puisse voter en son nom.

9.7 Les résolutions du Conseil de Gérance sont valablement adoptées lors d'une Réunion du Conseil si une majorité simple des Gérants qui sont présents ou représentés vote en faveur de la résolution. Chaque Gérant est titulaire d'un droit de vote, sauf dans le cas où il agit également en tant que mandataire, auquel cas il disposera d'un droit de vote supplémentaire par voie de procuration.

9.8 Les résolutions du Conseil de Gérance seront retranscrites dans des procès-verbaux signés par le président et/ou le secrétaire, et conservés au siège de l'administration centrale de la Société. Les copies et extraits de ces procès-verbaux devant être produits lors d'une procédure devant un tribunal ou à un autre endroit devront être signés par le président de la Réunion du Conseil ou par tout Gérant.

9.9 Les résolutions circulaires signées par tous les Gérants seront considérées comme étant aussi valables et en vigueur que si elles avaient été adoptées lors d'une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue, sous réserve que chaque Gérant signataire soit présent sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg au moment de la signature. Une telle signature peut figurer sur un seul document ou de multiples exemplaires d'une résolution identique. La date de cette résolution circulaire sera celle de la dernière signature.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil de Gérance. Délégation des pouvoirs. Représentation.

10.1 La gestion de la Société sera confiée au Conseil de Gérance.

10.2 Le Conseil de Gérance représente la Société à l'égard des tiers et tout litige impliquant la Société soit comme partie demanderesse ou partie défenderesse, sera géré par le Conseil de Gérance au nom de la Société. Dans l'exercice de leurs mandats, les Gérants devront agir dans l'intérêt de la Société et les affaires qui y sont liées. Sans préjudice du troisième paragraphe de l'Article 3 des présentes, la Société est engagée par la signature conjointe de tous deux (2) Gérants.

10.3 Le Conseil de Gérance peut également nommer des mandataires de la Société qui auront le pouvoir d'engager la Société par leurs seules signatures, mais seulement dans les limites déterminées par le Conseil de Gérance et prévues dans la procuration. Il ne peut y avoir une délégation totale de tout ou partie des pouvoirs de gérance à tout tiers.

Art. 11. Vacance et Incapacité.

11.1 Si un siège est vacant au sein du Conseil de Gérance ou si un membre du Conseil de Gérance est incapable d'accomplir ses fonctions, la gestion de la Société devra être temporairement confiée aux autres membres restants du Conseil de Gérance. L'Organe des Associés peut décider de révoquer le membre du Conseil de Gérance concerné et de nommer un nouveau membre au Conseil de Gérance.

11.2 Si tous les membres du Conseil de Gérance sont absents ou empêchés dans l'exécution de leurs fonctions, l'Organe des Associés devra révoquer les membres du Conseil de Gérance concernés et nommer des personnes afin de les remplacer.

Art. 12. Exercice financier et Comptes annuels.

12.1 L'exercice financier de la Société commencera au treizième jour du mois d'août et prendra fin au douzième jour du mois d'août de l'année suivante.

12.2 Le Conseil de Gérance devra préparer annuellement, et au plus tard cinq mois après la fin de l'exercice financier, les comptes annuels et les déposer pour vérification par les Associés au siège de la Société.

12.3 Dans ce même délai, le Conseil de Gérance devra également déposer le rapport annuel pour vérification par les Associés.

12.4 Les comptes annuels devront se composer d'un bilan, du compte de résultat ainsi que des annexes explicatives.

12.5 Les comptes annuels devront être signés par les membres du Conseil de Gérance. Si la signature d'un ou plusieurs de ces membres fait défaut, cela devra être notifié et les raisons de cette omission devront être données.

12.6 La Société peut, et si une des Lois Applicables l'exige, devra nommer un auditeur chargé de vérifier les comptes annuels. Une telle nomination devra être faite par l'Organe des Associés.

12.7 L'Organe des Associés devra adopter les comptes annuels.

12.8 L'Organe des Associés peut donner décharge totale ou limitée aux membres du Conseil de Gérance pour la gestion en cours.

Art. 13. Bénéfice et Distributions.

13.1 Le solde créditeur des comptes de bénéfice et de pertes, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

13.2 Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net sera transféré à une réserve spécifique (la Réserve Légale Luxembourgeoise). Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque la Réserve Légale Luxembourgeoise atteint un dixième du capital nominal mais doit être reprise jusqu'à ce que le fonds de réserve soit entièrement reconstitué, si à tout moment celui-ci a été réduit en deçà d'une telle proportion. Le solde, après allocation à la Réserve Légale Luxembourgeoise (si elle existe), est à la disposition de l'Organe des Associés ou conformément à l'Article 14, au Conseil de Gérance.

13.3 Les distributions sur Parts Sociales peuvent être réalisées jusqu'à concurrence d'un montant qui n'excède pas le montant des Réserves et Bénéfice Distribuables et ce conformément aux Lois Applicables. Toutes les Parts Sociales donnent droit à distribution au prorata de leurs respectives Valeurs Intrinsèques Totales.

13.4 Les Parts Sociales détenues par la Société ne devront pas être prises en compte dans le calcul du montant de cette distribution sur Parts Sociales.

Art. 14. Dividendes intérimaires. Le Conseil de Gérance est autorisé à payer, aussi souvent que cela lui semble nécessaire et à tout moment pendant l'exercice financier, des dividendes intérimaires sur les Parts Sociales conformément à l'Article 13, sous les conditions suivantes:

(i) Le Conseil de Gérance peut seulement prendre la décision de réaliser des distributions intérimaires seulement sur la base de comptes intérimaires qui peuvent ne pas être audités;

(ii) la date des comptes intérimaires ne peut être datée moins de quatre semaines avant la date de la Réunion du Conseil concernée;

(iii) le Conseil de Gérance peut uniquement utiliser les Réserves et Bénéfice Distribuables tels qu'indiqués dans les comptes intérimaires concernés afin de verser tout dividende intérimaire; et

(iv) la résolution du Conseil de Gérance de réaliser cette distribution intérimaire doit indiquer de quelle(s) réserve(s) la distribution intérimaire a été issue.

Art. 15. Assemblée Générale des Associés.

15.1 L'Assemblée Générale annuelle des Associés devra être tenue dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier.

15.2 D'Autres Assemblées Générales des Associés pourront être tenues aussi souvent que le Conseil de Gérance l'estimera nécessaire.

15.3 Les Associés représentant collectivement au moins un dixième du capital social émis par la Société peuvent requérir le Conseil de Gérance de convoquer une Assemblée Générale des Associés, indiquant spécifiquement les points à débattre. Si, dans les quatre semaines suivant la réception de cette demande, le Conseil de Gérance n'a pas délivré de notification requise en vue de la convocation de l'Assemblée Générale des Associés, de telle sorte que l'assemblée puisse

être tenue dans les six semaines suivant la réception de ladite requête, les demandeurs sont autorisés à convoquer eux-mêmes une assemblée.

Art. 16. Notification, Ordre du jour et le lieu des Réunions.

16.1 L'avis de convocation d'une Assemblée Générale des Associés devra être donné par le Conseil de Gérance. En outre, cet avis peut être donné par les Associés représentant ensemble au moins la moitié du capital social émis de la Société, sans préjudice des dispositions de l'Article 15.3.

16.2 L'avis de convocation devra être délivré au plus tard le quinzième jour précédant le jour de la tenue de l'assemblée.

16.3 L'avis de convocation devra indiquer les points à l'ordre du jour. Les points qui n'ont pas été spécifiés dans cet avis peuvent être introduits à une date ultérieure, en respectant le délai prévu par l'Article 16.2.

16.4 Un point de l'ordre du jour dont l'inscription a été demandée par écrit au plus tard trente jours avant le jour de l'assemblée par un ou plusieurs Associés, qui individuellement ou collectivement, représentent au moins un pour cent du capital social émis de la Société, devra être inclus dans l'avis de convocation ou devra être notifié de la même manière que les autres points à l'ordre du jour, sous réserve qu'aucun intérêt important de la Société ne le commande autrement.

16.5 L'avis de convocation de l'assemblée devra être envoyé par courrier aux adresses des Associés indiquées dans le registre des Associés. Plutôt que par voie de courrier, un Associé qui donne son accord, peut se voir envoyer l'avis de convocation à une assemblée au moyen de message envoyé électroniquement, lisible et reproductible, à l'adresse fournie à cet effet par ce dernier à la Société.

16.6 Les Assemblées Générales des Associés sont tenues à Luxembourg-Ville, Grand-Duché du Luxembourg. Les Assemblées Générales des Associés peuvent également être tenues partout ailleurs dans le Grand-Duché du Luxembourg, mais dans ce cas-là, les résolutions ne seront valablement prises par l'Organe des Associés que si l'ensemble du capital social émis de la Société est représenté.

Art. 17. Admission et Droit de Vote aux Réunions.

17.1 Chaque Associé sera autorisé à assister aux Assemblées Générales des Associés, de prendre parole à la réunion et d'exercer ses droits de vote. Les Associés peuvent être représentés à l'assemblée par procuration écrite autorisée.

17.2 Lors d'une assemblée, chaque personne présente disposant de droits de vote doit signer la liste de présence. Le président peut décider que la liste de présence soit également signée par d'autres personnes présentes à l'assemblée.

17.3 Les membres du Conseil de Gérance auront le droit, à ce titre, de donner leur avis lors des Assemblées Générales des Associés.

17.4 Le président de l'assemblée décidera de l'admission d'autres personnes à l'assemblée.

Art. 18. Président et Secrétaire à l'assemblée.

18.1 Le président d'une Assemblée Générale des Associés devra être nommé par plus de la moitié des votes exprimés par les personnes titulaires de droits de vote alors présentes à l'assemblée. Jusqu'à ce qu'une telle nomination ait lieu, un membre du Conseil de Gérance agira en tant que président, ou si aucun des membres du Conseil de Gérance n'est présent à l'assemblée, la personne la plus âgée présente à l'assemblée devra agir comme président.

18.2 Le président de l'assemblée nommera un secrétaire pour l'assemblée.

Art. 19. Procès-verbaux. Enregistrement des Résolutions des Associés.

19.1 Le secrétaire de l'Assemblée Générale des Associés devra garder trace des délibérations prises à l'assemblée dans des procès-verbaux. Les procès-verbaux devront être adoptés par le président et le secrétaire de l'assemblée et signés par eux comme preuve.

19.2 Le Conseil de Gérance devra conserver toutes les résolutions adoptées par l'Organe des Associés. Si le Conseil de Gérance n'est pas représenté à une assemblée, le président de cet assemblée devra s'assurer que le Conseil de Gérance dispose d'une transcription des résolutions adoptées, et ce dès que possible après la tenue de l'assemblée. Les retranscriptions devront être déposées au siège de l'administration centrale de la Société pour vérification par les Associées. A leur demande, chacun d'entre eux se verra remettre une copie ou un extrait issu des retranscriptions.

Art. 20. L'Adoption des Résolutions lors d'une Assemblée.

20.1 Chaque Part Sociale confère le droit à un vote.

20.2 Sous réserve de l'Article 21.2 et dans la mesure où ni les Lois Applicables ni les présents Statuts ne requièrent une majorité qualifiée, toutes les résolutions de l'Organe des Associés devront être adoptées par plus de la moitié des votes exprimés.

20.3 En cas d'égalité des votes exprimés, la proposition devra être considérée comme ayant été rejetée.

20.4 Si les formalités pour la convocation et la tenue des Assemblées Générales des Associés, telles que prévues par une des Lois Applicables ou par les Statuts, n'ont pas été respectées, les résolutions du Conseil de Gérance ne pourront être valablement prises, seulement si, lors de ladite assemblée l'ensemble du capital social émis de la Société est représenté et que la résolution est adoptée à l'unanimité.

20.5 Dans l'Organe des Associés, aucun droit de vote ne peut être exercé pour toute Part Sociale détenue par la Société ou une filiale.

Art. 21. Modification des Statuts.

21.1 L'Organe des Associés peut décider de modifier les Statuts. Lorsqu'une proposition de modification des Statuts est faite lors une Assemblée Générale des Associés, l'avis de convocation de cette assemblée doit l'indiquer et une copie de la proposition, incluant le texte exact de la proposition, devra être déposée et tenue à disposition au siège de l'administration centrale de la Société pour vérification par les Associés, et ce jusqu'à la fin de l'assemblée.

21.2 Toute résolution visant à modifier les présents Statuts doit être adoptée à la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts de l'ensemble du capital social émis.

Art. 22. Dissolution et Liquidation.

22.1 La Société peut être dissoute suivant une résolution prise à cet effet par l'Organe des Associés. Lorsqu'une proposition de dissolution de la Société est faite au cours d'une Assemblée Générale des Associés, celle-ci doit être indiquée dans l'avis de convocation de ladite assemblée.

22.2 Si la Société est dissoute suivant une résolution de l'Organe des Associés, les membres du Conseil de Gérance deviendront liquidateurs du patrimoine de la Société dissoute. L'Organe des Associés peut décider de nommer d'autres personnes comme liquidateurs.

22.3 Pendant la liquidation, les dispositions des Statuts demeureront en vigueur dans la mesure du possible.

22.4 Le solde restant après le paiement des dettes de la Société dissoute (y compris les dividendes déclarés mais non payés, s'il y'en a) et les frais de liquidation devront être transférées aux Associés au pro rata de la Valeur Intrinsèque Totale.

22.5 De plus, la liquidation sera sujette aux dispositions pertinentes des Lois Applicables.

Septième résolution

L'associé unique de la Société confirme la nomination des gérants suivants pour une période indéterminée:

a. Monsieur Jean-Guibert MAHY, né le 20 mars 1977 à Anderlecht, Belgique, ayant pour adresse professionnelle le 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

b. Monsieur Gregor MCMILLAN, né le 4 avril 1970 à Londres, Royaume-Uni, ayant pour adresse professionnelle le 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

c. Monsieur Manfred ZISSELSBERGER, né le 11 juillet 1949 à Teisnach, Arrondissement de Regen, Allemagne, ayant pour adresse professionnelle le 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg; et

d. Monsieur David WIDART, né le 12 Juin 1977 à Marche-en-Famenne, Belgique, ayant pour adresse professionnelle le 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Huitième résolution

L'associé unique de la Société constate que le premier exercice social sous le droit luxembourgeois commence en date de ce jour et se termine le 12 août 2014.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de six mille six cents euros (EUR 6.600,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; qu'à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme mentionné ci-avant, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 septembre 2013. LAC/2013/43765. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139218/703.

(130169708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Red & Black Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.105.125,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 127.992.

—
In the year two thousand and thirteen on the twenty-third day of September.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Were taken the written resolutions of the sole shareholder of Red & Black Lux S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 282, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 1,105,125.- and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 127.992 (the Company). The Company has been incorporated on 15 May 2007 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Remich at the time the deed was passed, now residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 5 July 2007, N°-1364. The articles of associations of the Company were amended most recently pursuant to a deed received by Maître Martine Schaeffer, prenamed, on 21 April 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1159 dated 13 May 2008.

THERE APPEARED:

RED & BLACK TOPCO S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 282, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 1,390,997.- and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 129.047 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Felipe Diaz Toro, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on September 20, 2013,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, requested the undersigned notary to record:

- I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder notes that the board of managers of the Company has presented to it the common draft terms of the cross-border merger dated 4 July 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N°-2006 of 20 August 2013 in accordance with article 262 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law) and providing for the absorption of R&B GmbH, a company with limited liability under German law having its seat in Oberursel (Taunus), Germany, registered in the commercial register of the Amtsgericht Bad Homburg under HRB 11721 and with its business address is AlberusstraBe 4, 61440 Oberursel (Taunus), Germany (R&B GmbH) by the Company, whereby the merger will be carried out by the transfer, further to the dissolution without liquidation, of all the assets and liabilities, without any restriction or limitation, of R&B GmbH to the Company (the Merger Proposal).

Second resolution

The Sole Shareholder acknowledges that the shareholders of each merging company have unanimously waived in accordance with article 265 (3) of the Law, the requirements provided for under article 265 (1) and (2) of the Law.

In connection with the above, the Sole Shareholder acknowledges the waiver to its right to inspect the documents mentioned in articles 265 (1) and (2) of the Law at the registered office of the Company at least one month before the date hereof.

Third resolution

The Sole Shareholder acknowledges that all the documents required by article 267 of the Law, with exception of the waived documents described above, have been deposited at the Company's registered office or its website, if any, for due inspection by the Company's shareholder at least one month before the date hereof.

A certificate attesting the deposit of said documents, duly signed by an authorised representative of the Company, and a waiver of the documents provided for under article 265 (1) and (2) of the Law will remain attached to the present deed.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger Proposal and to carry out the merger by way of the absorption of R&B GmbH by the Company, in accordance with the conditions detailed in the Merger Proposal and in particular, in exchange for the contribution of all the assets and liabilities of the R&B GmbH to the Company, without any restriction or limitation.

119846

Fifth resolution

The Sole Shareholder acknowledges that (i) from an accounting point of view, the operations of R&B GmbH shall be treated as having being carried out on behalf of the Company as from 1 July 2013, (ii) the merger shall take effect between the merging companies and vis-à-vis third parties after the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the present Sole Shareholder's written resolutions approving the merger (the Effective Date). The Sole Shareholder further acknowledges, as from the Effective Date, (i) the dissolution without liquidation of R&B GmbH by way of transfer at book value of all its assets and liabilities to the Company in accordance with the Merger Proposal and (ii) the cancelation of all the shares issued by R&B GmbH.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to empower and authorise any lawyer and employee of Loyens & Loeff in Luxembourg, acting individually as agent of the Company, with full power of substitution, to execute any documents and to perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the merger and with the above resolutions.

Declaration

The undersigned notary attests, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent to the Company and of the Merger Proposal.

There being no further business, the meeting is adjourned.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present deed, in accordance with the terms of the merger, are estimated at approximately seven thousand five hundred Euro (EUR 7.500,-).

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the German version will prevail.

The document having been read to the appearing party, the proxyholder acting on behalf of the Sole Shareholder and the undersigned notary signed together with the notary, the present original deed.

Deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am dreiundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichnenden Notar Henri Hellinckx mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Wurden im Wege des schriftlichen Umlaufverfahrens Beschlüsse der Alleingesellschafterin von Red & Black Lux S.à r.l., einer privaten Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburger Recht (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in 282, Route de Longwy, L-1940 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital von EUR 1,105,125.-, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 127.992 (die Gesellschaft), gefasst. Die Gesellschaft wurde am 15 Mai 2007 gemäß Urkunde aufgenommen durch die Notarin Martine Schaeffer, mit damaligem Amtswohnsitz in Remich und jetzigen Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 5 Juli 2007, unter der Nummer 1364 veröffentlicht. Die Statuten der Gesellschaft wurden zuletzt gemäß einer Urkunde von der vorgenannten Notarin Martine Schaeffer am 21 April 2008 erhalten und im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 13 May 2008 unter der Nummer n°1159 veröffentlicht.

IST ERSCHIENEN:

RED & BLACK TOPCO S.à r.l., eine private Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburger Recht (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in 282, Route de Longwy, L-1940 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital von EUR 1,390,997.- und eingetragen beim Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 129.047 (die Alleingesellschafterin),

hier vertreten durch Herrn Felipe Diaz Toro, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer in Luxemburg, am 20. September erteilten Vollmacht.

Besagte Vollmacht, nachdem sie ne varietur vom Stellvertreter, welcher im Namen der Alleingesellschafterin agiert, und vom unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde, bleibt vorliegender Urkunde beigelegt um mit derselben registriert zu werden.

Die Alleingesellschafterin, vertreten wie oben erwähnt, bat den unterzeichnenden Notar um Beurkundung des Folgenden:

- I. Dass die Alleingesellschafterin alle Anteil im Gesellschaftskapital der Gesellschaft hält;
- II. Dass die Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst hat:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin erklärt dass der Vorstand der Gesellschaft ihr den Entwurf der Grenzüberschreitenden Verschmelzung vom 4 Juli 2013, im Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations unter der Nummer 2006 am 20 August 2013 veröffentlicht, gemäß Artikel 262 des abgeänderten Gesetzes vom 10 August 1915 über Handelsgesellschaften (das Gesetz), vorgelegt hat und welche die Absorbierung von R&B GmbH, einer privaten Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter deutschem Recht, mit Gesellschaftssitz in Oberursel (Taunus), Deutschland, eingetragen beim Handels und Firmenregister des Amtsgerichtes Bad Homburg unter HRB 11721 und mit Firmenadresse in Albersstraße 4, 61440 Oberursel (Taunus), Deutschland (R&B GmbH) vorsieht, wodurch die Verschmelzung nach Auflösung ohne Liquidierung durch die Übertragung aller Anteile und Verpflichtungen, ohne jegliche Restriktion und Einschränkung, von R&B GmbH auf die Gesellschaft stattfinden soll (der Verschmelzungsplan).

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin nimmt zur Kenntnis dass die Gesellschafter jeder der zu verschmelzenden Gesellschaften gemäß Artikel 265 (3) des Gesetzes einstimmig auf die Erfordernisse gemäß Artikel 265 (1) und (2) verzichten.

In Bezug auf das Vorgenannte nimmt die Alleingesellschafterin den Verzicht auf ihr Recht die im Artikel 265 (1) und (2) des Gesetzes erwähnten Dokumente am Gesellschaftssitz der Gesellschaft mindestens einen Monat vor dem heutigen Datum konsultieren zu dürfen, zur Kenntnis.

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin nimmt zur Kenntnis dass mit Ausnahme der obengenannten Dokumente, auf welche verzichtet wurde, alle vom Artikel 267 des Gesetzes benötigten Dokumente am Gesellschaftssitz der Gesellschaft oder gegebenenfalls auf dessen Webseite zur Durchsicht von den Gesellschaftern der Gesellschaft mindestens einen Monat vor dem heutigen Datum deponiert wurden.

Ein von einem Beauftragten der Gesellschaft unterschriebener Nachweis welches die Hinterlegung dieser Dokumente bestätigt, und ein Verzicht auf die Dokumente gemäß Artikel 265 (1) und (2) des Gesetzes, bleiben vorliegender Urkunde beigelegt.

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt den Verschmelzungsplan und die Verschmelzung durch Aufnahme von R&B GmbH in die Gesellschaft, gemäß den im Verschmelzungsplan detaillierten Konditionen und insbesondere, als Austausch mit der Abgabe aller Anteile und Verpflichtungen der R&B GmbH an die Gesellschaft, ohne jegliche Restriktion oder Einschränkung, zu genehmigen.

Fünfter Beschluss

Die Alleingesellschafterin nimmt zur Kenntnis dass (i) die Handlungen der R&B GmbH aus Sicht der Rechnungslegung so gehandhabt werden sollen als seien sie ab dem 1 Juli 2013 im Namen der Firma durchgeführt worden, (ii) die Verschmelzung zwischen den zu verschmelzenden Gesellschaften und gegenüber Dritten nach der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dieser Beschlüsse der Alleingesellschafterin, welche den Verschmelzungsplan genehmigen, in Kraft treten (Stichtag). Die Alleingesellschafterin nimmt außerdem (i) die Auflösung von R&B GmbH ohne Liquidierung durch eine Verbringung zum Buchwert aller Anteile und Verpflichtungen an die Gesellschaft gemäß des Verschmelzungsplanes und (ii) die Aufhebung aller von R&B GmbH ausgegebenen Anteile, ab dem Stichtag zur Kenntnis.

Sechster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt jeglichen Jurist und Angestellten von Loyens & Loeff in Luxemburg, welcher mit Substitutionsvollmacht einzeln als Beauftragter der Gesellschaft handelt, zu ermächtigen jegliche Dokumente auszuführen und jegliche nötigen, angebrachten, erforderlichen oder wünschenswerten Handlungen und Formalitäten im Zusammenhang mit der Verschmelzung und den vorgenannten Beschlüssen zu verrichten.

Stellungnahme

Der unterzeichnende Notar bestätigt, gemäß Artikel 271(2) des Gesetzes, die Existenz und Rechtmäßigkeit der notariellen Urkunde und die der Gesellschaft obliegenden Formalitäten und des Verschmelzungsplans.

Da es keine weiteren Angelegenheiten mehr gibt ist die Versammlung vertagt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche infolge vorliegender notariellen Urkunde gemäß des Verschmelzungsplans von der Gesellschaft getragen werden, betragen ungefähr siebentausendfünfhundert Euro (EUR 7.500,-).

WORAUFHIN vorliegende notarielle Urkunde am eingangs erwähnten Datum in Luxemburg aufgenommen wurde.

Der unterzeichnende Notar, welcher English spricht und versteht, erklärt hiermit dass auf Antrag der hier erschienenen Partei die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die deutsche version maßgebend ist.

Nachdem das Dokument der hier erschienenen Partei vorgelesen wurde hat der im Namen der Alleingesellschafterin agierende Stellvertreter zusammen mit dem unterzeichnende Notar das vorliegende Original der Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: F. DIAZ TORO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 septembre 2013. Relation: LAC/2013/44035. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 2. Oktober 2013.

Référence de publication: 2013139272/174.

(130169467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

OHI Finance SPV II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 178.103.

RECTIFICATIF

Dans le Mémorial C n° 2385 du 27 septembre 2013, page 114478, le texte de la deuxième résolution aussi bien en anglais qu'en français doit être rectifié pour se lire comme suit:

«Second resolution

As a consequence of the above-mentioned resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles which shall read as follows:

«5.1. The subscribed capital is set at one hundred and forty-six thousand US dollars (USD 146,000.-), divided into one hundred and forty-six thousand (146,000) registered shares with a par value of one US dollar (USD 1.-) each, fully paid up (by 100 %).»

Deuxième résolution

A la suite de la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«5.1. Le capital social souscrit est fixé à cent quarante-six mille US dollars (146.000,-USD), divisé en cent quarante-six mille (146.000) actions nominatives d'une valeur nominale d'un US dollar (1,- USD) chacune, entièrement libérée (à raison de 100 %).»

Référence de publication: 2013140239/21.

FRI Managers Fund S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 138.925.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 31 juillet 2013

1. M. Fernando MARTINEZ AGUIRRE a démissionné de son mandat de gérant A.

2. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant B.

3. M. José Manuel SIRVENT BLANQUER, administrateur de sociétés, né à Alicante (Espagne), le 7 janvier 1962, demeurant professionnellement à 28046 Madrid (Espagne), 16, Paseo de la Castellana, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.

4. Mme Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née à Caracas (Venezuela), le 10 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FRI Managers Fund S.à.r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013120561/20.

(130146761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Saluki S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 156.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120822/9.

(130146828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Unica Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 49.658.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120926/9.

(130146707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Unifrax Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 124.276.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013120927/11.

(130146458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

UnitedHealthcare International III, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 171.597.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2013.

Référence de publication: 2013120921/10.

(130146329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

CapMan Public Market Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 143.172.

Par résolutions signées en date du 15 avril 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission d'Alexandre Prost-Gargoz, avec adresse au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet au 15 avril 2013;

2. Nomination de Svetlana Panfilova, avec adresse professionnelle au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 15 avril 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2013.

Référence de publication: 2013121066/15.

(130147182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

You Want Some Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 80.427.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013120960/10.

(130146993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

VCapital S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 128.151.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013120941/11.

(130146262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Venus Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.150.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120931/9.

(130146211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

V&D Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 89.852.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013120929/10.

(130146407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Computacenter PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 52.391.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 19 août 2013 que la société PricewaterhouseCoopers, société coopérative, 400 route d'Esch à L-1471 Luxembourg, RCSL No B 65477 a été nommée aux fonctions de commissaire aux comptes pour un terme expirant lors de l'assemblée générale de 2018.

Luxembourg, le 23 août 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013121122/14.

(130147476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Algenib Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 101.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26/08/2013.

Référence de publication: 2013121022/10.

(130147555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Biovie-Equilibre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4067 Esch-sur-Alzette, 1, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 69.116.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121051/10.

(130147557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

**Content Ventures Limited, Société Anonyme,
(anc. Apace Media plc).**

Siège de direction effectif: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 147.338.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121083/10.

(130147096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Corporate Credit (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 81.490.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Corporate Credit (Europe) SA
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013121085/11.

(130147360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Clapham Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 134.182.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Clapham Luxembourg Holding S.à r.l.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Gérant

Référence de publication: 2013121111/13.

(130147698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Centre Equestre Lippert s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4976 Bettange-sur-Mess, 43, rue du Château.
R.C.S. Luxembourg B 106.046.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRE EQUESTRE LIPPERT, s.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013121096/11.

(130147285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Calumite S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, Zone Industrielle d'Esch-Schifflange.
R.C.S. Luxembourg B 17.961.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CALUMITE S.A.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013121090/11.

(130147455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Coiffure et Beauté Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 163.662.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121116/10.

(130147122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Comfilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, 31, rue Hiehl.
R.C.S. Luxembourg B 68.171.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Junglinster, le 22.08.2013.

Référence de publication: 2013121117/10.

(130147176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Compagnie Financière du Haut-Rhin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 41.214.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 du groupe Nestlé S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COMPAGNIE FINANCIERE DU HAUT-RHIN S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013121118/12.

(130147024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

CELSIUS EUROPEAN Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.026.800,00.**

Siège social: L-2412 Luxembourg, 36, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 134.347.

Extrait des résolutions prises par les gérants de la Société, datées au 26 août 2013

Les gérants de la Société ont décidé en date du 26 août 2013, de transférer le siège social de la Société du 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, au 36 Rangwee, L-2412 Luxembourg, avec effet au 19 Juillet 2013.

Luxembourg, le 26 Août 2013.

Référence de publication: 2013121095/12.

(130147644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

CNA Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 67.167.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121115/10.

(130147682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Compass Rose S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 78.925.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013121119/10.

(130147450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Comptoir du Pneu s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3739 Rumelange, 77, rue des Martyrs.

R.C.S. Luxembourg B 136.270.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121121/10.

(130147618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Crèche Les Petits Lions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2221 Luxembourg, 359A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 161.360.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-2221 Luxembourg, le 23 août 2013.

Monsieur ZACCARIA Francesco

Gérant

Référence de publication: 2013121129/12.

(130147164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

CPP Investment Board European Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 111.828.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121125/10.

(130147351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

CPP Investment Board Odin Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 169.367.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121126/10.

(130147358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Croatia Development JV (Lux) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 137.202.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 23 août 2013.

Référence de publication: 2013121089/10.

(130147161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Danube Capital SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 167.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013121133/10.

(130147156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Danube Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 149.982.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 de la Société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2013.

Pour extrait conforme

Habiba Boughaba

Mandataire

Référence de publication: 2013121134/14.

(130147338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Clapham Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.182.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Clapham Luxembourg Holding S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Référence de publication: 2013121112/13.

(130147710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Crèche bei den Deckelsmouken s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4570 Nieder Korn, 189, rue Pierre Gansen.

R.C.S. Luxembourg B 165.063.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CRECHE BEI DEN DECKELSMOUKEN SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013121128/11.

(130147425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

DiezTres13ink S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 28, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 162.395.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121136/10.

(130147695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

DMA Service Toiture S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 46, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 86.113.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121150/10.

(130147637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Dominion Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 143.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013121151/10.

(130147638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Somerset Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 103.271.

EXTRAIT

Extrait de la résolution des actionnaires de la Société prise en date du 14 août 2013

Il a été décidé:

- d'accepter la démission de Madame Petra Dunselman de son mandat d'administrateur A de la Société avec effet au 14 août 2013.

- de prolonger le mandat de Wilmington Trust SP Services (Luxembourg) S.A., domicilié à 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, et enregistré sous le numéro B 58628 en tant qu'Administrateur A de la Société et ce jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2019;

- de prolonger le mandat de Monsieur Rudy Rijckaert, résidant à 8, Avenue Saint Romain, 98000 Monte Carlo, Monaco, en tant qu'Administrateur B de la Société et ce jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2019;

- d'accepter la démission de Euraudit S.à r.l. en tant que commissaire aux comptes de la Société pour la revue des comptes se finissant aux 31 décembre 2004; 31 décembre 2005; 31 décembre 2006, 31 décembre 2007, 31 décembre 2008, 31 décembre 2009, 31 décembre 2010 et 31 décembre 2011 à partir du 1 juillet 2012;

- de nommer Monsieur Sebastiaan Rijckaert, résidant à 8, Avenue Saint Romain, 98000 Monte Carlo, Monaco pour la revue des comptes se finissant aux 31 décembre 2004; 31 décembre 2005; 31 décembre 2006, 31 décembre 2007, 31 décembre 2008, 31 décembre 2009, 31 décembre 2010 et 31 décembre 2011 à partir du 1 juillet 2012 et ce jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2018.

A partir du 14 août 2013, les gérants de la Société sont:

- entreprise Wilmington Trust SP Services (Luxembourg) S.A., administrateur de catégorie A; et

- Monsieur Rudy Rijckaert, administrateur de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013120313/29.

(130146295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2013.

Bronte Financière S.C., Société Civile.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg E 4.502.

EXTRAIT

En date du 24 juillet 2013, les associés de la Société ont pris la décision d'accepter le transfert de la totalité des parts d'intérêts A et B composant l'intégralité du capital social de la Société à SAPHIR CAPITAL INVESTMENT FUND S.A., SICAV-SIF - SAPHIR CAPITAL PRIVATE EQUITY SUB-FUND, société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, ayant son siège social 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 171.822.

L'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

Associés de Classe A	Nombre de parts d'intérêts
Saphir Capital Investment Fund SA SICAV-SIF - Saphir Capital Private Equity Sub-fund	25,000
TOTAL	25,000
Associés de Classe B	Nombre de parts d'intérêts
Saphir Capital Investment Fund SA SICAV-SIF -Saphir Capital Private Equity Sub-fund	25,000
TOTAL	25,000

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013119743/25.

(130145458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2013.